

Analyse par la direction

Vue générale

La direction évalue le rendement de la Banque selon les résultats de base (c.-à-d. en excluant les éléments non récurrents) et selon les résultats déclarés (c.-à-d. tels qu'ils sont déclarés dans ses états financiers consolidés aux pages 53 à 76). La direction estime que les éléments non récurrents ne font pas partie des opérations effectuées dans le cours normal des activités ou qu'il s'agit d'opérations exceptionnelles; cette distinction est faite afin de

ne pas nuire à l'analyse des tendances par la direction. Des éléments non récurrents ont été constatés en 1999 (présentés au tableau 4 de la page 24), mais aucun élément non récurrent important n'a été constaté en 2000. Tout au long de la présente analyse, les comparaisons avec l'exercice 1999 porteront sur les résultats de base de 1999.

Points saillants

- Bénéfice par action dilué de 3,40 \$, en hausse de 29 % par rapport à 1999
- Profit économique de 717 millions de dollars, en hausse de 111 %
- Revenus de 12,0 milliards de dollars, en hausse de 14 %
- Revenus autres que d'intérêt correspondant à 56 % du total des revenus, en hausse par rapport à 51 % en 1999
- Frais autres que d'intérêt de 7,6 milliards de dollars, en hausse de 9 %, et frais autres que d'intérêt fondamentaux de 5,5 milliards en baisse de 2 %
- Prêts à intérêts non comptabilisés en baisse de 26 millions de dollars, et total de la provision pour pertes sur créances en baisse de 69 millions ou de 9 % par rapport à 1999
- Total de la provision cumulative pour pertes sur créances de 1 975 millions de dollars, en hausse de 75 millions
- Rachat de 19,7 millions d'actions ordinaires en contrepartie de 660 millions de dollars
- Augmentation des ratios de capital, et dividendes sur actions ordinaires de 1,14 \$ par action, en hausse de 21 %
- Bénéfice net à l'étranger correspondant à 30 % du bénéfice net total

Priorités financières

Croissance et diversification des revenus

En 2000, les revenus ont augmenté de 14 %, soit un résultat beaucoup plus élevé que l'objectif de croissance de la Banque qui s'établit aux environs de 5 %. Le revenu net d'intérêt s'est accru de 3 %, et les revenus autres que d'intérêt de base ont progressé de 24 %.

Contrôle des coûts

Le ratio d'efficacité s'est établi à 63,6 % en 2000, contre 66,2 % en 1999, et le ratio d'efficacité de l'exploitation (c.-à-d. en excluant les produits et les charges relatifs aux initiatives stratégiques, les coûts liés aux droits à la plus-value des actions et les produits et les charges non récurrents) s'est amélioré, passant de 65,0 % à 60,6 %. La Banque a diminué sa base de coûts de 580 millions de dollars à la fin de 2000, comme il est expliqué en détail à la page 34 et elle a atteint un ratio d'efficacité de l'exploitation (selon les PCGR au Canada) de 59,5 % au quatrième trimestre de cet exercice, ce qui est conforme aux objectifs établis.

Excellence de la qualité du crédit

Les prêts à intérêts non comptabilisés ont diminué de 26 millions de dollars par rapport au dernier exercice. La provision pour pertes sur créances s'est établie à 691 millions de dollars, en baisse par rapport à 760 millions en 1999.

La provision cumulative pour pertes sur créances s'est élevée à 1 975 millions de dollars au 31 octobre 2000, en hausse de 75 millions par rapport à 1999. Au cours de l'exercice, les radiations nettes (radiations après déduction des recouvrements) se sont chiffrées à 677 millions de dollars, ou 0,42 % de la moyenne des prêts, comparativement à 958 millions ou 0,62 % en 1999. En 1999, la Banque avait accentué le taux de radiation des prêts problèmes aux entreprises afin d'être uniforme avec les pratiques en cours aux États-Unis.

Gestion du bilan et du capital

Selon les lignes directrices du Surintendant des institutions financières Canada et l'information financière préparée selon les PCGR au Canada, le ratio du capital de première catégorie s'est établi à 8,6 %, en hausse par rapport à 8,1 % l'an dernier. Le ratio du capital total s'est chiffré à 12,0 %, en hausse comparativement à 11,2 %. Dans les deux cas, la Banque a atteint son objectif à moyen terme (de trois à cinq ans), soit 8 % pour le capital de première catégorie et de 11 % à 12 % pour le capital total.

Tableau 1 : Bénéfice par secteur géographique

| (en millions de dollars canadiens, selon l'équivalent imposable) | 2000 | | | 1999 | | |
|--|-----------|--------------|----------|-----------|--------------|----------|
| | Au Canada | À l'étranger | Total | Au Canada | À l'étranger | Total |
| Revenu net d'intérêt | 4 796 \$ | 511 \$ | 5 307 \$ | 4 402 \$ | 750 \$ | 5 152 \$ |
| Revenus autres que d'intérêt | 5 277 | 1 403 | 6 680 | 4 277 | 1 214 | 5 491 |
| Revenus bruts | 10 073 | 1 914 | 11 987 | 8 679 | 1 964 | 10 643 |
| Provision pour pertes sur créances | 703 | (12) | 691 | 672 | 88 | 760 |
| Frais autres que d'intérêt | 6 470 | 1 158 | 7 628 | 6 054 | 1 087 | 7 141 |
| Charge d'impôts (1) | 1 354 | 106 | 1 460 | 854 | 163 | 1 017 |
| Bénéfice net | 1 546 \$ | 662 \$ | 2 208 \$ | 1 099 \$ | 626 \$ | 1 725 \$ |
| Bénéfice net de base (2) | 1 546 \$ | 662 \$ | 2 208 \$ | 1 171 \$ | 642 \$ | 1 813 \$ |

(1) Comprend la part des actionnaires sans contrôle et la majoration au montant imposable équivalent.

(2) Excluant les éléments non récurrents de 1999, lesquels sont présentés au tableau 4, à la page 24.

Profit économique

La Banque mesure le profit économique de ses secteurs d'exploitation et a recours à d'autres mesures traditionnelles, telles que le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et la croissance du bénéfice. Le profit économique mesure le bénéfice d'exploitation avant amortissement de chaque secteur, après déduction d'une charge au titre des ressources en capital utilisées par le secteur.

Le bénéfice d'exploitation avant amortissement représente le bénéfice net disponible aux actionnaires ordinaires (c.-à-d. en excluant l'incidence des éléments non récurrents et de l'amortissement de l'écart d'acquisition et des autres actifs incorporels). La charge au titre des ressources en capital utilisées est calculée en imputant le coût des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires à la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires. Le coût actuel des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires correspond à 13,5 %, et il représente le rendement après impôts que la direction doit fournir aux actionnaires en contrepartie de l'utilisation de leur capital.

Afin de créer de la valeur pour les actionnaires, le bénéfice d'exploitation avant amortissement généré doit être supérieur à la charge au titre des ressources en capital utilisées. Un profit économique positif ajoute à la valeur pour les actionnaires, tandis qu'un profit économique négatif amoindrit cette valeur.

Le profit économique mesure les fluctuations de la valeur pour les actionnaires au fil du temps et constitue un outil de planification efficace pour privilégier les occasions de croissance de la valeur pour les actionnaires. Les objectifs visés sont les suivants :

- Augmenter le bénéfice d'exploitation avant amortissement sans immobiliser de capital supplémentaire
- Investir dans des projets qui procurent un rendement économique positif
- Améliorer l'efficacité globale du capital investi en réaffectant les fonds utilisés à des fins moins efficaces
- Améliorer le rapport risque-rendement des secteurs d'exploitation

Tableau 2 : Profit économique (1)

(en millions de dollars canadiens)

| | 2000 | 1999 | 1998 | 1997 | 1996 |
|--|-----------|-----------|----------|----------|----------|
| Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires (2) | 2 074 \$ | 1 568 \$ | 1 627 \$ | 1 523 \$ | 1 186 \$ |
| Ajustement au titre des éléments non récurrents | – | 88 | 17 | – | – |
| Ajustement au titre de l'amortissement de l'écart d'acquisition et des autres actifs incorporels | 91 | 70 | 66 | 63 | 38 |
| Bénéfice d'exploitation avant amortissement | 2 165 | 1 726 | 1 710 | 1 586 | 1 224 |
| Ressources en capital utilisées | (1 448) | (1 386) | (1 249) | (1 204) | (1 094) |
| Profit économique (1) | 717 \$ | 340 \$ | 461 \$ | 382 \$ | 130 \$ |
| Croissance du profit économique | 111 % | (26)% | 21 % | 194 % | – |
| Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires | 10 725 \$ | 10 268 \$ | 9 255 \$ | 8 303 \$ | 7 543 \$ |
| Coût des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires | 13,5 % | 13,5 % | 13,5 % | 14,5 % | 14,5 % |

(1) Le profit économique représente le bénéfice d'exploitation avant amortissement (c.-à-d. le bénéfice net disponible aux actionnaires ordinaires, excluant l'incidence des éléments non récurrents et de l'amortissement de l'écart d'acquisition et des autres actifs incorporels) après déduction d'une charge au titre des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires utilisés.

(2) Bénéfice net, déduction faite des dividendes sur actions privilégiées.

Résultats par secteur d'exploitation

Vue générale

Le tableau 3 de la page 24 illustre les résultats de la Banque par secteur d'exploitation en 2000. Les résultats de 1999 sont indiqués avant et après l'incidence des éléments non récurrents (voir le tableau 4 de la page 24). Aucun élément non récurrent n'a été constaté en 2000. La discussion présentée ci-après et aux pages 24 à 28 concerne les résultats de base (c.-à-d. en excluant les éléments non récurrents) de 1999.

Les Services financiers aux particuliers et aux entreprises ont généré 55 % du bénéfice net de la Banque en 2000 et produit un rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de 21,3 %. Ce secteur, qui a largement contribué aux mesures fructueuses de réduction des coûts de la Banque, a atteint un ratio d'efficacité de 59,2 % et un ratio d'efficacité de l'exploitation de 57,0 %, ce qui constitue respectivement une amélioration de 520 points de base et de 620 points de base par rapport à 1999.

La Gestion de patrimoine a généré 19 % du bénéfice net de la Banque. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de ce secteur, qui s'est établi à 47,8 %, reflète les besoins relativement faibles en matière de capital, ce qui s'explique par le fait que ses services sont pour la plupart tarifés. Le ratio d'efficacité s'est chiffré à 73,9 %, et le ratio d'efficacité de l'exploitation, à 71,2 %.

Le secteur Grande entreprise et marchés des capitaux a généré 23 % du bénéfice net de la Banque. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'est établi à 20,8 %, tandis que le ratio d'efficacité s'est chiffré à 62,5 %, et le ratio d'efficacité de l'exploitation, à 58,0 %.

Le profit économique améliore la gestion des risques, car le coût du capital est affecté aux secteurs d'exploitation en fonction de leurs risques de crédit, risques de marché, risques opérationnels et autres risques. Cette meilleure gestion des risques a donné lieu à une croissance contrôlée et à des rendements proportionnés aux risques. Par ailleurs, le profit économique favorise l'affectation du capital aux secteurs très performants, et réduit le capital affecté aux secteurs moins performants.

Comme l'indique le tableau 2 ci-dessous, la Banque a enregistré un profit économique record en 2000, car le bénéfice d'exploitation avant amortissement a augmenté à un taux beaucoup plus rapide que la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires. Le profit économique en 2000 s'est établi à 717 millions de dollars, en hausse de 377 millions, ou 111 %, par rapport à 340 millions en 1999. La contribution des secteurs d'exploitation s'établit comme suit : 427 millions de dollars pour les Services financiers aux particuliers et aux entreprises (297 millions en 1999), 312 millions pour la Gestion de patrimoine (215 millions en 1999), 194 millions pour le secteur Grande entreprise et marchés des capitaux (135 millions en 1999) et 81 millions pour le Traitement des opérations (60 millions en 1999). Le profit économique des secteurs d'exploitation est illustré au tableau 3, à la page 24.

Le Traitement des opérations, un secteur nouvellement créé en 2000, a généré 6 % du bénéfice net de la Banque. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'est établi à 32,2 %, tandis que le ratio d'efficacité s'est chiffré à 68,1 %, et le ratio d'efficacité de l'exploitation, à 68,0 %.

Le secteur Autres comprend principalement la trésorerie générale (qui gère le risque de marché lié aux activités autres que de négociation de la Banque), les groupes technologie et systèmes, et les activités liées à l'immobilier. En 2000, ce secteur a subi une perte nette de 59 millions de dollars.

La Banque affecte du capital à ses secteurs d'exploitation en se basant sur leurs risques de crédit, risques de marché, risques opérationnels et autres risques. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires des quatre secteurs d'exploitation pour 2000 a été touché de façon négative par la réaffectation aux quatre secteurs d'exploitation, au cours du premier trimestre, de capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'élevant à environ 1,1 milliard de dollars et affectés précédemment au secteur Autres, en vue d'appuyer les risques opérationnels et commerciaux. Environ 400 millions de dollars ont été réaffectés aux Services financiers aux particuliers et aux entreprises, 250 millions, à la Gestion de patrimoine, 450 millions, au secteur Grande entreprise et marchés des capitaux et 50 millions, au Traitement des opérations.

Tableau 3 : Résultats par secteur d'exploitation

| (en millions de dollars canadiens, selon l'équivalent imposable) | 2000 | | | | | 1999 | | |
|---|---|--------------------------|--|---------------------------------|---------------|-----------------|-----------------|-----------------|
| | Services financiers aux particuliers et aux entreprises | Gestion de patrimoine | Grande entreprise et marchés des capitaux | Traitement des opérations | Autres (1) | Total | De base (2) | Déclaré |
| Revenu net d'intérêt | 4 789 \$ | 359 \$ | 43 \$ | 160 \$ | (44)\$ | 5 307 \$ | 5 152 \$ | 5 152 \$ |
| Revenus autres que d'intérêt | 1 729 | 2 138 | 2 287 | 514 | 12 | 6 680 | 5 386 | 5 491 |
| Revenus bruts | 6 518 | 2 497 | 2 330 | 674 | (32) | 11 987 | 10 538 | 10 643 |
| Provision pour pertes sur créances | 649 | (1) | 91 | (21) | (27) | 691 | 670 | 760 |
| Frais autres que d'intérêt | 3 857 | 1 846 | 1 456 | 459 | 10 | 7 628 | 6 971 | 7 141 |
| Charge d'impôts | 782 | 239 | 260 | 102 | 29 | 1 412 | 1 041 | 974 |
| Part des actionnaires sans contrôle et majoration au montant imposable équivalent | 12 | – | 21 | – | 15 | 48 | 43 | 43 |
| Bénéfice net (perte nette) | 1 218 \$ | 413 \$ | 502 \$ | 134 \$ | (59)\$ | 2 208 \$ | 1 813 \$ | 1 725 \$ |
| Bénéfice net (perte nette), en pourcentage du bénéfice net total de la Banque | 55 % | 19 % | 23 % | 6 % | (3)% | 100 % | 100 % | 100 % |
| Croissance du bénéfice net par rapport à l'exercice précédent | 26 % | 52 % | 32 % | 25 % | s.o. | 22 % | 1 % | (3)% |
| Bénéfice par action dilué | | | | | | 3,40 \$ | 2,63 \$ | 2,48 \$ |
| Profit économique (3) | 427 | 312 | 194 | 81 | (297) | 717 | 340 | 340 |
| Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires | 21,3 % | 47,8 % | 20,8 % | 32,2 % | (3,7)% | 19,3 % | 16,1 % | 15,3 % |
| Ratio d'efficacité (4) | 59,2 % | 73,9 % | 62,5 % | 68,1 % | s.o. | 63,6 % | 66,2 % | 67,1 % |
| Ratio d'efficacité de l'exploitation (5) | 57,0 % | 71,2 % | 58,0 % | 68,0 % | s.o. | 60,6 % | 65,0 % | 65,0 % |
| Revenus autres que d'intérêt, en pourcentage des revenus bruts | 27 % | 86 % | 98 % | 76 % | s.o. | 56 % | 51 % | 52 % |
| Moyenne de l'actif | 131 900 \$ | 8 000 \$ | 131 900 \$ | 1 600 \$ | 10 700 \$ | 284 100 \$ | 270 000 \$ | 270 000 \$ |
| Moyenne des prêts | 125 700 | 2 600 | 31 400 | 1 200 | (900) | 160 000 | 155 600 | 155 600 |
| Moyenne des dépôts | 98 900 | 14 400 | 61 900 | 7 600 | 13 300 | 196 100 | 184 800 | 184 800 |
| Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires | 5 400 | 800 | 2 300 | 400 | 1 800 | 10 700 | 10 300 | 10 300 |

(1) Le secteur Autres comprend principalement la trésorerie générale, les groupes technologie et systèmes et les activités liées à l'immobilier.

(2) Les résultats de base excluent les éléments non récurrents présentés au tableau 4 ci-dessous. Il n'y a pas d'éléments non récurrents en 2000.

(3) Le profit économique représente le bénéfice d'exploitation avant amortissement (c.-à-d. le bénéfice net disponible aux actionnaires ordinaires, excluant l'incidence des éléments non récurrents et de l'amortissement de l'écart d'acquisition et des autres actifs incorporels) après déduction d'une charge au titre des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires utilisés.

(4) Frais autres que d'intérêt exprimés en pourcentage des revenus bruts.

(5) Le ratio d'efficacité de l'exploitation exclut les produits et les charges relatifs aux initiatives stratégiques, les coûts liés aux droits à la plus-value des actions et les produits et les charges non récurrents.

Tableau 4 : Éléments non récurrents ayant une incidence sur les résultats par secteur d'exploitation en 1999 (1)

| (en millions de dollars canadiens, selon l'équivalent imposable) | Services financiers aux particuliers et aux entreprises | Grande entreprise et marchés des capitaux | Autres | Total |
|--|---|--|--------------|-----------------|
| Revenus autres que d'intérêt | | | | |
| Gain à la vente de valeurs mobilières (2) | 28 \$ | – \$ | – \$ | 28 \$ |
| Gain à la vente de propriétés immobilières | – | – | 95 | 95 |
| Réductions de valeur de MECA et d'Integriion (3) | – | – | (18) | (18) |
| | 28 | – | 77 | 105 |
| Provision pour pertes sur créances | | | | |
| Provision non attribuée (4) | (35) | (55) | – | (90) |
| | (35) | (55) | – | (90) |
| Frais autres que d'intérêt | | | | |
| Frais de restructuration | (50) | (83) | (20) | (153) |
| Frais liés au projet de fusion (5) | – | – | (12) | (12) |
| Frais liés à la vente de propriétés immobilières | – | – | (5) | (5) |
| | (50) | (83) | (37) | (170) |
| Incidence totale (avant impôts) | (57) | (138) | 40 | (155) |
| Incidence totale (après impôts) | (33)\$ | (78)\$ | 23 \$ | (88)\$ |
| Incidence sur le bénéfice par action dilué | | | | (0,15)\$ |

(1) Il n'y a aucun élément non récurrent dans les secteurs Gestion de patrimoine et Traitement des opérations en 1999. Il n'y a aucun élément non récurrent en 2000.

(2) Se rapporte à des actions reçues en règlement d'un prêt qui avait été préalablement radié.

(3) Les réductions de valeur des placements dans MECA Software LLC et Integriion Financial Network LLC font suite à la décision de faire passer les clients des services bancaires sur PC aux services bancaires sur Internet.

(4) Provision constituée de façon à tenir compte de la possible imperfection des modèles ainsi que des risques liés aux estimations.

(5) Se rapporte au projet de fusion avec la Banque de Montréal rejeté par le ministre des Finances en décembre 1998.

Services financiers aux particuliers et aux entreprises

Vue générale

Le bénéfice net des Services financiers aux particuliers et aux entreprises a augmenté de 26 % par rapport à l'an dernier.

Les revenus ont progressé de 9 %, toutes les unités ayant affiché des hausses. Les frais autres que d'intérêt sont demeurés inchangés grâce à la grande efficacité du programme de réduction des coûts, ce qui a entraîné une amélioration du ratio d'efficacité de 520 points de base par rapport à 1999. Le ratio d'efficacité de l'exploitation (c.-à-d. en excluant les produits et les charges relatifs aux initiatives stratégiques, les coûts liés aux droits à la plus-value des actions et les produits et les charges non récurrents) a inscrit une amélioration de 620 points de base par rapport à 1999, pour s'établir à 57,0 %.

La hausse de 20 % de la provision totale pour pertes sur créances est imputable principalement à l'accroissement des provisions pour prêts à la consommation.

Le profit économique s'est établi à 427 millions de dollars, en hausse de 44 % par rapport à 1999.

Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'est chiffré à 21,3 %, en hausse par rapport à 20,1 % l'an dernier.

Rendement financier par unité

Services aux particuliers et aux entreprises

- Forte croissance des revenus de 6 % et solide croissance des volumes
- Leader du marché au Canada des prêts hypothécaires (part de marché de 15,3 %) et deuxième en ce qui concerne les prêts aux particuliers (16,3 %) et les dépôts des particuliers (15,7 %)
- Maintien de la position de leader en ce qui a trait au financement des entreprises (part de marché de 14,0 %) et aux dépôts des entreprises (21,2 %)

Services de cartes

- Grâce à la forte croissance du volume et aux initiatives efficaces de compression des coûts, le bénéfice de l'unité a augmenté de 15 % cette année
- L'acquisition de Bank One a apporté plus de 200 000 nouveaux comptes et 25 programmes d'affinité supplémentaires, ce qui porte le nombre total à plus de 50

Assurance

- Le bénéfice net a fléchi de 5 % par rapport au niveau élevé obtenu en 1999, lequel reflétait une reprise de provisions techniques
- Le total des primes d'assurance brutes a progressé de 22 % par rapport à 1999. Cette forte hausse reflète l'acquisition des activités d'assurance-vie individuelle et de rentes canadiennes de La Prudentielle d'Amérique et les augmentations importantes des volumes dans les secteurs des assurances automobile et habitation, ainsi que dans celui de la réassurance IARD
- Cible de croissance élevée de 2,5 milliards de dollars en souscriptions annuelles de primes brutes d'ici cinq ans
- Classée parmi les 50 principaux réassureurs au monde d'après le montant net des primes de réassurance souscrites (57^e en 1999), avec une présence croissante dans les domaines de la rétrocession de contrats d'assurance-vie, de l'assurance IARD et des contrats de réassurance structurés

Nouvelles activités (comprend Prism Financial Corporation, Royal Bank Ventures Inc. et Security First Network Bank)

- Hausse appréciable du nombre de comptes à la Security First Network Bank
- Montages de prêts hypothécaires totalisant 4,9 milliards de dollars depuis l'acquisition de Prism Financial Corporation, au début d'avril 2000
- Le nombre de clients canadiens en ligne, qui a plus que doublé en 2000 par rapport à 1999, devrait connaître une forte augmentation en 2001
- L'expansion aux États-Unis crée de nouvelles occasions d'interdistribution des produits et des services parmi les sociétés du groupe

Résultats de base (1)

| (en millions de dollars canadiens, selon l'équivalent imposable) | Variation en pourcentage | 2000 | 1999 |
|---|--------------------------|------------|------------|
| Revenu net d'intérêt | 7 % | 4 789 \$ | 4 457 \$ |
| Revenus autres que d'intérêt | 14 | 1 729 | 1 521 |
| Revenus bruts | 9 | 6 518 | 5 978 |
| Provision pour pertes sur créances | | | |
| Provisions spécifiques attribuées | 33 | 539 | 405 |
| Provision générale attribuée et provision non attribuée | (19) | 110 | 135 |
| Total de la provision | 20 | 649 | 540 |
| Frais autres que d'intérêt | - | 3 857 | 3 848 |
| Bénéfice net avant impôts | 27 | 2 012 | 1 590 |
| Charge d'impôts | 28 | 782 | 610 |
| Part des actionnaires sans contrôle et majoration au montant imposable équivalent | - | 12 | 12 |
| Bénéfice net | 26 % | 1 218 \$ | 968 \$ |
| Bénéfice net en pourcentage du bénéfice net total de la Banque | 200 p.b. | 55 % | 53 % |
| Profit économique | 44 % | 427 \$ | 297 \$ |
| Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires | 120 p.b. | 21,3 % | 20,1 % |
| Ratio d'efficacité | (520)p.b. | 59,2 % | 64,4 % |
| Ratio d'efficacité de l'exploitation (2) | (620)p.b. | 57,0 % | 63,2 % |
| Actif moyen | 6 % | 131 900 \$ | 123 900 \$ |
| Moyenne des prêts | 6 | 125 700 | 118 500 |
| Moyenne des dépôts | 5 | 98 900 | 94 600 |
| Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires | 20 | 5 400 | 4 500 |

(1) Exclut les éléments non récurrents de 1999 décrits au tableau 4, à la page 24. Il n'y a pas d'éléments non récurrents en 2000.

(2) Le ratio d'efficacité de l'exploitation exclut les produits et les charges relatifs aux initiatives stratégiques, les coûts liés aux droits à la plus-value des actions et les produits et les charges non récurrents.

| (en millions de dollars canadiens) | Variation en pourcentage | 2000 | 1999 |
|--|--------------------------|----------|----------|
| Revenus bruts | 6 % | 5 094 \$ | 4 801 \$ |
| Moyenne des prêts hypothécaires résidentiels | 6 | 62 850 | 59 300 |
| Moyenne des prêts aux particuliers | 9 | 23 600 | 21 600 |
| Moyenne des dépôts de particuliers | 1 | 72 500 | 71 600 |
| Moyenne des prêts aux entreprises | 6 | 36 800 | 34 750 |
| Moyenne des dépôts d'entreprises | 14 | 22 300 | 19 500 |

| (en millions de dollars canadiens, en millions de transactions) | Variation en pourcentage | 2000 | 1999 |
|---|--------------------------|----------|----------|
| Actif géré moyen | 11 % | 5 307 \$ | 4 770 \$ |
| Volumes des achats sur cartes | 8 | 25 299 | 23 350 |
| Volumes des achats chez les commerçants | 13 | 23 026 | 20 346 |
| Nombre de débits chez les commerçants | 22 | 429 | 351 |

| (en millions de dollars canadiens) | Variation en pourcentage | 2000 | 1999 |
|------------------------------------|--------------------------|----------|--------|
| Primes, montant brut | | | |
| Assurance-vie | 14 % | 751 \$ | 659 \$ |
| Assurance IARD | 44 | 286 | 199 |
| Autres | 233 | 10 | 3 |
| Total | 22 % | 1 047 \$ | 861 \$ |
| Bénéfice net après impôts | | | |
| Assurance-vie | 4 % | 116 \$ | 112 \$ |
| Assurance IARD | (167) | (16) | (6) |
| Autres | 50 | 3 | 2 |
| Total | (5)% | 103 \$ | 108 \$ |

| | Variation en pourcentage | 2000 | 1999 |
|--|--------------------------|-----------|---------|
| Nombre de comptes de la Security First Network Bank | 38 % | 55 400 | 40 200 |
| Montages de prêts hypothécaires de Prism (en milliards de dollars) | s.o. | 4,9 \$ | s.o. |
| Clients canadiens en ligne | 139 | 1 264 400 | 530 000 |

Gestion de patrimoine

Vue générale

Le bénéfice net des Services d'investissement Royal a augmenté de 52 % par rapport à 1999, ce qui reflète les excellents résultats d'Actions en direct Banque Royale (services de courtage à escompte), de la division Services aux particuliers (services de courtage traditionnel), de Planification financière Royale et de Gestion privée globale. La contribution du secteur au bénéfice net de la Banque s'est établie à 19 %, en hausse par rapport à 15 % en 1999. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires a reculé et se chiffre à 47,8 % en raison de la hausse des capitaux affectés aux fins d'appuyer les risques opérationnels et autres risques, qui est décrite à la page 23.

La croissance des revenus a excédé celle des charges, entraînant une amélioration importante du ratio d'efficacité. Le ratio d'efficacité de l'exploitation s'est amélioré de 770 points de base par rapport à 1999, pour s'établir à 71,2 %.

Le profit économique du secteur s'est établi à 312 millions de dollars, en hausse de 45 % par rapport à 1999.

Les biens administrés (BA) ont augmenté de 21 % par suite d'une croissance de plus de 10 % dans Actions en direct Banque Royale, la division Services aux particuliers et la Gestion privée globale.

Les biens sous gestion (BSG) ont augmenté de 13 %, la croissance ayant été particulièrement forte dans les BSG des particuliers.

Rendement financier par unité

Actions en direct Banque Royale

- Grâce à la solidité des marchés financiers, notamment au premier semestre de l'exercice, Actions en direct Banque Royale a connu une croissance considérable de ses activités au Canada par rapport à l'an dernier avec des augmentations de 125 % pour les volumes d'opération, de 34 % pour le nombre de comptes et de 196 % pour les volumes de courtage électronique. Les BA se sont accrues de 49 % par rapport à 1999, pour s'établir à 14,5 milliards de dollars, et les revenus ont progressé de 89 %

Division des services aux particuliers

- Les BA de la division des services de courtage traditionnel ont progressé de 21 %, et les revenus, de 25 %, par rapport à 1999. L'actif lié aux services tarifés (actif qui génère des frais en fonction d'un pourcentage de l'actif plutôt que des commissions fondées sur les opérations) représente 14 % du total des BA, en hausse par rapport à 11 % en 1999

Planification financière Royale (auparavant Gestion de patrimoine des particuliers)

- Les services de Planification financière Royale, en collaboration avec les Services aux particuliers et aux entreprises, ont continué d'élargir le programme Conseiller financier personnel – une nouvelle stratégie de gestion des relations à l'intention de certains clients fortunés de la Banque Royale et du Trust Royal

RBC Conseils privés

- Cette unité a été créée au premier trimestre de l'exercice dans le but de fournir des services-conseils en placement à l'échelle internationale axés sur les solutions aux clients canadiens qui demandent des services de placement discrétionnaires

Gestion privée globale

- Gestion privée globale a enregistré une croissance de 22 % dans les BA combinés des particuliers et des institutions et de 27 % dans les BSG, en partie en raison de l'acquisition des activités de Ernst & Young, aux îles Anglo-Normandes. Les revenus ont progressé de 35 % par rapport à 1999

Gestion des placements et services fiduciaires aux particuliers

- Les BSG de la gestion des placements et les BA des services fiduciaires aux particuliers ont augmenté respectivement de 13 % et de 9 % par rapport à 1999. N'eût été du transfert des actifs à RBC Conseils privés au début de 2000, les revenus tirés de la gestion des placements se seraient accrues de 13 % par rapport à 1999

Fonds d'investissement Royal

- S'établissant à 34 milliards de dollars, les soldes des fonds communs de placement sont en hausse de 11 % par rapport à 1999. Au 31 octobre 2000, Fonds d'investissement Royal est la troisième société de fonds communs de placement en importance au Canada puisqu'elle détient 8,1 % de l'actif total des fonds communs de placement au Canada

Résultats de base (1)

| (en millions de dollars canadiens, selon l'équivalent imposable) | Variation en pourcentage | 2000 | 1999 (2) |
|---|--------------------------|--------|----------|
| Revenu net d'intérêt | 34 % | 359 \$ | 267 \$ |
| Revenus autres que d'intérêt | 27 | 2 138 | 1 684 |
| Revenus bruts | 28 | 2 497 | 1 951 |
| Provision pour pertes sur créances | | | |
| Provisions spécifiques attribuées | 80 | (1) | (5) |
| Provision générale attribuée et provision non attribuée | s.o. | – | 5 |
| Total de la provision | s.o. | (1) | – |
| Frais autres que d'intérêt | 19 | 1 846 | 1 556 |
| Bénéfice net avant impôts | 65 | 652 | 395 |
| Charge d'impôts | 94 | 239 | 123 |
| Bénéfice net | 52 % | 413 \$ | 272 \$ |
| Bénéfice net en pourcentage du bénéfice net total de la Banque | 400 p.b. | 19 % | 15 % |
| Profit économique | 45 % | 312 \$ | 215 \$ |
| Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires | (990)p.b. | 47,8 % | 57,7 % |
| Ratio d'efficacité | (590)p.b. | 73,9 % | 79,8 % |
| Ratio d'efficacité de l'exploitation (3) | (770)p.b. | 71,2 % | 78,9 % |
| Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires | 60 % | 800 \$ | 500 \$ |

(1) Il n'y a pas d'éléments non récurrents en 1999 ni en 2000.

(2) Les résultats de 1999 ont été retraités pour refléter le transfert des activités de la division Services de titres internationaux au secteur Traitement des opérations, ainsi que pour tenir compte des produits et charges liés au transfert de succursales du Trust Royal au secteur Services financiers aux particuliers et aux entreprises.

(3) Le ratio d'efficacité de l'exploitation exclut les produits et les charges relatifs aux initiatives stratégiques, les coûts liés aux droits à la plus-value des actions et les produits et les charges non récurrents.

| (en millions de dollars canadiens) | Variation en pourcentage | 2000 | 1999 (1) |
|--|--------------------------|------------|------------|
| Biens administrés (BA) | | | |
| Particuliers | | | |
| Actions en direct Banque Royale | 49 % | 14 500 \$ | 9 700 \$ |
| Division des services aux particuliers | 21 | 107 700 | 89 200 |
| Services fiduciaires aux particuliers | 9 | 30 400 | 28 000 |
| Gestion privée globale | 41 | 54 900 | 39 000 |
| Autres (2) | (27) | (1 400) | (1 100) |
| Total des services aux particuliers | 25 | 206 100 | 164 800 |
| Institutions | 5 | 42 200 | 40 100 |
| | 21 % | 248 300 \$ | 204 900 \$ |

(1) Les BA pour le compte d'institutions en 1999 ont été retraités pour refléter le transfert des activités de la division Services de titres internationaux au secteur Traitement des opérations, ainsi que pour tenir compte de certaines activités de restructuration au sein du secteur Gestion de patrimoine.

(2) Les autres BA représentent les biens administrés par plus d'une unité.

| (en millions de dollars canadiens) | Variation en pourcentage | 2000 | 1999 |
|------------------------------------|--------------------------|-----------|-----------|
| Biens sous gestion (BSG) | | | |
| Institutions | 12 % | 36 700 \$ | 32 700 \$ |
| Particuliers | 17 | 21 500 | 18 300 |
| Fonds communs de placement | 11 | 34 100 | 30 600 |
| | 13 % | 92 300 \$ | 81 600 \$ |

| (en millions de dollars canadiens) | Variation en pourcentage | 2000 | 1999 (1) |
|--|--------------------------|----------|----------|
| Revenus bruts par unité | | | |
| Actions en direct Banque Royale | 89 % | 193 \$ | 102 \$ |
| Division des services aux particuliers | 25 | 1 050 | 840 |
| Planification financière Royale | 40 | 112 | 80 |
| RBC Conseils privés (2) | s.o. | 92 | – |
| Gestion privée globale | 35 | 388 | 288 |
| Gestion des placements (2) | (8) | 253 | 274 |
| Fonds d'investissement Royal | 11 | 409 | 367 |
| | 28 % | 2 497 \$ | 1 951 \$ |

(1) Les produits bruts de 1999 ont été retraités pour refléter le transfert des activités de la division Services de titres internationaux au secteur Traitement des opérations, certaines activités de restructuration au sein du secteur Gestion de patrimoine et les produits et les charges liés au transfert de succursales du Trust Royal au secteur Services financiers aux particuliers et aux entreprises.

(2) Au début de 2000, RBC Conseils privés a commencé à gérer les actifs jusque-là gérés par l'unité Gestion des placements.

Grande entreprise et marchés des capitaux

Vue générale

Le secteur a affiché un excellent rendement en 2000. Le bénéfice net s'est accru de 32 % par rapport à 1999 et a représenté 23 % du bénéfice net total de la Banque, contre 21 % en 1999. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'est établi à 20,8 %, en hausse par rapport à 19,7 % en 1999.

Les revenus ont augmenté de 17 %, une très forte croissance ayant été enregistrée dans les divisions des capitaux internationaux et Banque internationale. Le revenu net d'intérêt a diminué en raison de la hausse des coûts de financement liée à l'accroissement du portefeuille des produits dérivés sur actions, lesquels coûts sont inclus dans les frais d'intérêt et réduisent le revenu net d'intérêt. Les revenus provenant du portefeuille des produits dérivés sur actions sont inscrits dans les revenus tirés des activités de négociation, lesquels sont inclus dans les revenus autres que d'intérêt.

Les frais autres que d'intérêt, en excluant la rémunération variable et les initiatives stratégiques, ont diminué de 50 millions de dollars ou 8 % par rapport à 1999.

Le ratio d'efficacité de l'exploitation s'est amélioré de 240 points de base par rapport à 1999, pour s'établir à 58,0 %.

La provision pour pertes sur créances a reculé de 46 % par rapport à 1999, reflétant l'abandon des activités de prêt internationales non rentables au cours des deux derniers exercices.

Le profit économique s'est établi à 194 millions de dollars, en hausse de 44 % par rapport à 1999.

Résultats de base (1)

| (en millions de dollars canadiens, selon l'équivalent imposable) | Variation en pourcentage | 2000 | 1999 |
|---|--------------------------|------------|------------|
| Revenu net d'intérêt | (89)% | 43 \$ | 402 \$ |
| Revenus autres que d'intérêt | 44 | 2 287 | 1 588 |
| Revenus bruts | 17 | 2 330 | 1 990 |
| Provision pour pertes sur créances | | | |
| Provisions spécifiques attribuées | (52) | 81 | 168 |
| Provision générale attribuée et provision non attribuée | s.o. | 10 | – |
| Total de la provision | (46) | 91 | 168 |
| Frais autres que d'intérêt | 19 | 1 456 | 1 222 |
| Bénéfice net avant impôts | 31 | 783 | 600 |
| Charge d'impôts | 34 | 260 | 194 |
| Part des actionnaires sans contrôle et majoration au montant imposable équivalent | (22) | 21 | 27 |
| Bénéfice net | 32 % | 502 \$ | 379 \$ |
| Bénéfice net en pourcentage du bénéfice net total de la Banque | 200 p.b. | 23 % | 21 % |
| Profit économique | 44 % | 194 \$ | 135 \$ |
| Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires | 110 p.b. | 20,8 % | 19,7 % |
| Ratio d'efficacité | 110 p.b. | 62,5 % | 61,4 % |
| Ratio d'efficacité de l'exploitation (2) | (240)p.b. | 58,0 % | 60,4 % |
| Actif moyen | 4 % | 131 900 \$ | 127 300 \$ |
| Moyenne des prêts | (10) | 31 400 | 34 800 |
| Moyenne des dépôts | 2 | 61 900 | 60 700 |
| Moyenne des capitaux propres propres attribuables aux actionnaires ordinaires | 28 | 2 300 | 1 800 |

(1) Exclut les éléments non récurrents de 1999 décrits au tableau 4, à la page 24. Il n'y a pas d'éléments non récurrents en 2000.

(2) Le ratio d'efficacité de l'exploitation exclut les produits et les charges relatifs aux initiatives stratégiques, les coûts liés aux droits à la plus-value des actions et les produits et les charges non récurrents.

Rendement financier par unité

Division Banque internationale

- Les revenus ont progressé de 12 % en raison de l'accroissement important des fusions et acquisitions et des activités de consultation. Les revenus tirés des activités de prêt ont augmenté de 2 %, même si les actifs ont reculé de 12 %, ce qui reflète un accroissement des services tarifés
- Les frais autres que d'intérêt, en excluant la rémunération variable et les initiatives stratégiques, ont reculé de 25 millions de dollars, en raison de la restructuration et du recentrage continus de l'unité

| (en millions de dollars canadiens) | Variation en pourcentage | 2000 | 1999 |
|------------------------------------|--------------------------|--------|--------|
| Revenus bruts | 12 % | 855 \$ | 764 \$ |
| Actif moyen | (12) | 28 500 | 32 400 |

Division des capitaux internationaux

- La Division des capitaux internationaux a généré des revenus de 731 millions de dollars en 2000, en hausse de 40 % par rapport à 1999. Presque toutes les unités de la division ont contribué à cette croissance, qui résulte d'une augmentation importante des nouvelles émissions ainsi que de l'expansion continue de nos activités liées aux produits dérivés sur actions

| (en millions de dollars canadiens) | Variation en pourcentage | 2000 | 1999 |
|------------------------------------|--------------------------|--------|--------|
| Revenus bruts | 40 % | 731 \$ | 522 \$ |
| Actif moyen | (7) | 14 300 | 15 400 |

Division des marchés internationaux

- Les conditions favorables des marchés de change et monétaires ont permis de compenser la faiblesse des marchés des instruments à taux fixe, ainsi que les revenus à la baisse des activités de restructuration en Asie en 1999. Change en direct a ajouté 500 nouveaux clients Internet au cours de l'exercice, soit une augmentation de 135 %

| (en millions de dollars canadiens) | Variation en pourcentage | 2000 | 1999 |
|------------------------------------|--------------------------|--------|--------|
| Revenus bruts | 6 % | 744 \$ | 704 \$ |
| Actif moyen | 12 | 89 100 | 79 500 |

Traitement des opérations

Vue générale

Les Solutions mondiales intégrées, un nouveau secteur, ont connu un fort rendement en 2000. Le bénéfice net a augmenté de 25 % par rapport à 1999 et représente 6 % du bénéfice net total, soit un résultat inchangé par rapport à 1999. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'est amélioré par rapport à 1999, passant de 27,7 % à 32,2 %.

Les revenus ont progressé de 7 %, la croissance étant attribuable aux Services de titres internationaux.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 5 % en 2000. Le ratio d'efficacité de l'exploitation s'est amélioré de 150 points de base par rapport à 1999, pour s'établir à 68,0 %.

La provision pour pertes sur créances a reculé de 27 millions de dollars, reflétant les recouvrements à l'égard de pertes sur prêts à des banques internationales subies au cours d'exercices antérieurs.

Le profit économique du secteur s'est établi à 81 millions de dollars, en hausse de 35 % par rapport à 1999.

Résultats de base (1)

| (en millions de dollars canadiens, selon l'équivalent imposable) | Variation en pourcentage | 2000 | 1999 |
|---|--------------------------|--------|--------|
| Revenu d'intérêt | (5)% | 160 \$ | 168 \$ |
| Revenus autres que d'intérêt | 12 | 514 | 459 |
| Revenus bruts | 7 | 674 | 627 |
| Provision pour pertes sur créances | | | |
| Provisions spécifiques attribuées | (450) | (21) | 6 |
| Total de la provision | (450) | (21) | 6 |
| Frais autres que d'intérêt | 5 | 459 | 436 |
| Bénéfice net avant impôts | 28 | 236 | 185 |
| Charge d'impôts | 31 | 102 | 78 |
| Bénéfice net | 25 % | 134 \$ | 107 \$ |
| Bénéfice net en pourcentage du bénéfice net total de la Banque | – | 6 % | 6 % |
| Profit économique | 35 % | 81 \$ | 60 \$ |
| Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires | 450 p.b. | 32,2 % | 27,7 % |
| Ratio d'efficacité | (140)p.b. | 68,1 % | 69,5 % |
| Ratio d'efficacité de l'exploitation (2) | (150)p.b. | 68,0 % | 69,5 % |
| Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires | – | 400 \$ | 400 \$ |

(1) Il n'y a pas d'éléments non récurrents en 1999 ni en 2000.

(2) Le ratio d'efficacité de l'exploitation exclut les produits et les charges relatifs aux initiatives stratégiques, les coûts liés aux droits à la plus-value des actions et les produits et les charges non récurrents.

Rendement financier par unité

Services de titres internationaux

Les Services de titres internationaux (STI) se classent au premier rang pour les services de garde de titres canadiens, et ils sont un prestataire reconnu de services de garde de titres internationaux auprès des sociétés et des investisseurs institutionnels :

- Les STI exploitent 11 bureaux dans le monde, et leur réseau de services de garde internationaux s'étend sur plus de 80 marchés
- Les revenus et les biens administrés des clients ont progressé respectivement de 28 % et de 22 % par rapport à 1999
- Les STI continuent de se classer parmi les premiers selon les sondages sur les services de garde de titres internationaux :
 - Classés premiers parmi les dépositaires canadiens pour la 12^e année consécutive (*Global Custodian*, Agent Bank Review 2000)
 - Classés deuxièmes au monde pour la qualité de leurs services de garde de titres internationaux aux gestionnaires de placements (R&M Consultants, Global Custody Survey 2000)
 - Classés troisièmes au monde pour la qualité de leurs services de garde de titres internationaux (*Global Investor*, Global Custody Survey 2000)

Institutions financières, Gestion de trésorerie, Paiements et commerce

Les unités PME, Services commerciaux, Services d'entreprise et Institutions financières bénéficient des services de la Gestion de trésorerie ainsi que des produits et services de l'unité Paiements et commerce.

- Les revenus ont reculé de 10 % par rapport à 1999, en raison surtout du transfert de certains revenus qui sont maintenant présentés dans le secteur Grande entreprise et marchés des capitaux, plutôt que dans les Solutions mondiales intégrées. En excluant ce reclassement, les revenus sont demeurés inchangés par rapport à 1999
- Le volume des paiements a progressé de 11 % par rapport à 1999

| (en millions de dollars canadiens) | Variation en pourcentage | 2000 | 1999 |
|------------------------------------|--------------------------|---------|---------|
| Revenus bruts | 28 % | 360 \$ | 280 \$ |
| Biens administrés | 22 | 920 000 | 755 000 |

| (en millions de dollars canadiens, volumes de paiement en milliers) | Variation en pourcentage | 2000 | 1999 |
|---|--------------------------|--------|--------|
| Revenus bruts | (10)% | 314 \$ | 347 \$ |
| Volumes de paiement | 11 | 4 690 | 4 220 |
| Erreurs de paiement (par tranche de 10 000 paiements) | (15) | 0,82 | 0,97 |

Priorité financière : croissance et diversification des revenus

Points saillants

- Croissance des revenus de 14 %, soit un résultat beaucoup plus élevé que l'objectif d'environ 5 % fixé pour 2000
- Revenu net d'intérêt en hausse de 3 %
- Marge nette d'intérêt de 1,87 %, en baisse de 4 points de base par rapport à 1999
- Revenus autres que d'intérêt en hausse de 24 %
- Revenus autres que d'intérêt représentant 56 % du total des revenus de base, en hausse par rapport à 51 % en 1999

Revenu net d'intérêt

Le revenu net d'intérêt a progressé de 3 % par rapport à 1999, pour s'établir à 5,3 milliards de dollars. Cette augmentation est attribuable à l'accroissement du volume des actifs productifs d'intérêt, en particulier les prêts de détail. De plus, l'écart entre le taux préférentiel et les coûts liés au financement des dépôts de base s'est quelque peu accentué au cours de l'exercice en raison de l'augmentation du taux préférentiel moyen au Canada, qui est passé de 6,49 % en 1999 à 7,05 %.

Cependant, le revenu net d'intérêt a diminué en raison de la hausse des coûts de financement liés à l'accroissement du portefeuille des produits

dérivés sur actions, lesquels coûts sont inclus dans les frais d'intérêt et réduisent le revenu net d'intérêt. Les revenus provenant du portefeuille des produits dérivés sur actions sont inscrits dans les revenus tirés des activités de négociation, lesquels sont inclus dans les revenus autres que d'intérêt.

Comme l'illustre le tableau 5 ci-dessous, la marge nette d'intérêt a diminué de 4 points de base par rapport à l'an dernier, pour s'établir à 1,87 %, les avantages d'un écart plus grand entre le taux préférentiel et celui des dépôts de base et autres éléments ayant été largement compensés par la croissance mentionnée ci-dessus des produits dérivés sur actions à l'échelle internationale.

Tableau 5 : Variation de la marge nette d'intérêt

| | 2000 | 1999 |
|--|----------------|---------|
| Marge nette d'intérêt (1) | 1,87 % | 1,91 % |
| Composantes de la variation par rapport à l'exercice précédent | | |
| Croissance des produits dérivés sur actions à l'échelle internationale | (0,08)% | (0,04)% |
| Écart dépôts de base/taux préférentiel | 0,03 | 0,01 |
| Autres | 0,01 | (0,01) |
| Variation totale par rapport à l'exercice précédent | (0,04)% | (0,04)% |

(1) Revenu net d'intérêt, selon l'équivalent imposable, exprimé en pourcentage de la moyenne du total de l'actif.

Revenus autres que d'intérêt

Comme l'indique le tableau 6 de la page 30, les revenus autres que d'intérêt se sont chiffrés à 6,7 milliards de dollars, en hausse de 1,3 milliard ou 24 % par rapport à 1999 (en excluant les revenus non récurrents de 1999 présentés au tableau 4 de la page 24). Les revenus autres que d'intérêt ont représenté 56 % du total des revenus, en hausse par rapport à 51 % en 1999.

Les revenus autres que d'intérêt des Services financiers aux particuliers et aux entreprises se sont accrus de 14 %, ceux de la Gestion de patrimoine ont progressé de 27 %, ceux du secteur Grande entreprise et marchés des capitaux ont augmenté de 44 % et ceux du Traitement des opérations ont grimpé de 12 %.

La plupart des catégories des revenus autres que d'intérêt ont augmenté par rapport à 1999. Les commissions sur le marché financier ont progressé

de façon appréciable, reflétant l'augmentation des revenus tirés des services de courtage traditionnel, des services de courtage à escompte et des activités de fusion et d'acquisition. La croissance des revenus tirés des activités de négociation est analysée à la page 30. La hausse des commissions de gestion de placements et de services de garde s'explique par la croissance des biens sous gestion et des biens administrés. La croissance des revenus sur cartes a découlé en partie de la réinscription au bilan consolidé de créances sur cartes de crédit précédemment titrisées, de l'acquisition du portefeuille canadien de cartes de crédit de Bank One et de la hausse du volume des transactions en dollars. La croissance des revenus tirés des opérations de change est attribuable à l'augmentation de la part de marché. La croissance des revenus tirés des fonds communs de placement témoigne de la croissance nette de l'actif des fonds communs de placement de 3,5 milliards de dollars en 2000.

Perspectives

- La Banque s'attend à une croissance du revenu de plus de 10 % en 2001 car, selon elle, il n'y aura pas de raffermissement ni d'affaiblissement important des marchés financiers par rapport au niveau du début de décembre 2000, les volumes des prêts de détail s'accroîtront l'an prochain et la marge nette d'intérêt demeurera sensiblement la même

Tableau 6 : Revenus autres que d'intérêt

| (en millions de dollars canadiens) | 2000 | 1999 | 1998 | 2000 sur 1999 | | 1999 sur 1998 | |
|---|-----------------|----------|----------|---------------------------|--------------|---------------------------|------|
| | | | | Augmentation (diminution) | | Augmentation (diminution) | |
| Commissions sur le marché financier | 1 810 \$ | 1 209 \$ | 1 118 \$ | 601 \$ | 50 % | 91 \$ | 8 % |
| Revenus tirés des activités de négociation | 1 540 | 1 106 | 760 | 434 | 39 | 346 | 46 |
| Frais bancaires sur les dépôts et les paiements | 756 | 688 | 664 | 68 | 10 | 24 | 4 |
| Commissions de gestion de placements et de services de garde | 684 | 547 | 495 | 137 | 25 | 52 | 11 |
| Revenus tirés de fonds communs de placement | 528 | 479 | 447 | 49 | 10 | 32 | 7 |
| Revenus sur cartes | 420 | 362 | 305 | 58 | 16 | 57 | 19 |
| Revenus tirés de la titrisation | 104 | 220 | 226 | (116) | (53) | (6) | (3) |
| Revenus de change autres que de négociation | 299 | 243 | 218 | 56 | 23 | 25 | 11 |
| Commissions de crédit | 212 | 189 | 183 | 23 | 12 | 6 | 3 |
| Revenus tirés des activités d'assurance | 151 | 174 | 113 | (23) | (13) | 61 | 54 |
| Gain (perte) à la vente de valeurs mobilières | (11) | 18 | 66 | (29) | (161) | (48) | (73) |
| Perte résultant de l'aliénation de locaux et de matériel | (16) | (5) | (32) | (11) | (220) | 27 | 84 |
| Autres | 203 | 156 | 187 | 47 | 30 | (31) | (17) |
| Total des revenus autres que d'intérêt de base (c.-à-d. excluant les gains non récurrents) | 6 680 | 5 386 | 4 750 | 1 294 | 24 | 636 | 13 |
| Gains non récurrents (1) | - | 105 | 247 | (105) | (100) | (142) | (57) |
| Total | 6 680 \$ | 5 491 \$ | 4 997 \$ | 1 189 \$ | 22 % | 494 \$ | 10 % |

(1) Les gains non récurrents de 1999 sont présentés au tableau 4, à la page 24. Les gains non récurrents de 247 millions de dollars en 1998 comprennent un gain de 277 millions sur la vente des obligations Brady liées aux pays en développement, contrebalancé en partie par d'autres frais totalisant 30 millions.

Revenus tirés des activités de négociation

Les revenus tirés des activités de négociation comprennent les gains et les pertes sur les valeurs mobilières et les produits dérivés que la Banque transige activement, ou qu'elle prévoit détenir pour de brèves périodes, et qui sont évalués chaque jour à la valeur du marché. Les notes 1 et 2 du tableau 7 de la page 31 décrivent les revenus tirés des activités de négociation compris dans le revenu net d'intérêt et dans les revenus autres que d'intérêt.

Les revenus tirés des activités de négociation comptabilisés dans le revenu net d'intérêt ont diminué de 370 millions de dollars et ceux qui sont inclus dans les revenus autres que d'intérêt ont augmenté de 434 millions en 2000. Ces résultats sont partiellement attribuables au portefeuille des produits dérivés sur actions. Comme il est mentionné à la page 29, les coûts liés aux activités de financement découlant du portefeuille croissant des produits dérivés sur actions sont inclus dans le revenu net d'intérêt, et les revenus sont constatés dans les revenus autres que d'intérêt. En 2000, le total des revenus tirés des activités de négociation a augmenté de 64 millions de dollars, soit 6 %, en raison de la forte croissance globale des activités liées aux produits dérivés sur actions et de la vigueur des marchés en 2000.

La Banque continue d'éviter de prendre d'importantes positions de négociation pour son propre compte et effectue la majorité de ses activités de négociation à la demande de clients dans les devises et sur les marchés principaux des pays du G7.

Pour ce qui est des produits offerts (voir le tableau 7, à la page 31), les revenus tirés des contrats sur titres de participation, sur marchandises et sur métaux précieux ont progressé de 51 % en raison de la croissance des activités liées aux produits dérivés sur actions. Les revenus tirés des activités de négociation provenant des contrats de change ont augmenté de 4 %, et ceux tirés des contrats de gestion du risque de taux d'intérêt ont progressé de 75 %. Les revenus tirés des titres de créance ont reculé de 39 % en raison des coûts de financement supplémentaires des stocks et de la faiblesse observée sur tous les marchés des instruments à revenu fixe – au Canada, aux États-Unis et en Europe, dénotant un élargissement des écarts de taux et une plus grande volatilité. Le montant du portefeuille de négociation des obligations à rendement élevé de la Banque a été inférieur à 100 millions de dollars US au 31 octobre 2000, environ 60 % de ce montant étant attribuable au secteur des télécommunications.

Tableau 7 : Revenus tirés des activités de négociation

| (en millions de dollars canadiens) | 2000 | 1999 | 1998 |
|---|-----------------|-----------------|---------------|
| Revenu net d'intérêt (1) | (365)\$ | 5 \$ | 179 \$ |
| Revenus autres que d'intérêt (2) | 1 540 | 1 106 | 752 |
| Total | 1 175 \$ | 1 111 \$ | 931 \$ |
| Par produit offert | | | |
| Titres d'emprunt (3) | 257 \$ | 423 \$ | 389 \$ |
| Contrats sur titres de participation, sur marchandises et sur métaux précieux | 496 | 329 | 224 |
| Contrats de change (4) | 301 | 290 | 267 |
| Contrats de gestion du risque de taux d'intérêt (5) | 121 | 69 | 51 |
| Total | 1 175 \$ | 1 111 \$ | 931 \$ |

(1) Comprend l'intérêt gagné sur les titres de négociation et les autres instruments monétaires détenus dans les portefeuilles de titres de négociation, moins les coûts de financement associés aux produits dérivés de négociation et aux positions de négociation. Le revenu net d'intérêt de 1999 reflète la reclassification des frais d'intérêt de 125 millions de dollars du poste Revenus autres que d'intérêt au poste Revenu net d'intérêt. Le revenu net d'intérêt des exercices antérieurs à 1999 n'a pas été retraité en fonction de cette reclassification. Une reclassification similaire en 1998 aurait donné lieu au transfert de frais d'intérêt de 50 millions de dollars du poste Revenus autres que d'intérêt au poste Revenu net d'intérêt. Le total des revenus tirés des activités de négociation est demeuré inchangé.

(2) Comprend principalement les gains et les pertes réalisés et non réalisés associés aux titres de négociation, aux produits dérivés et aux contrats de change.

(3) Comprend des titres du gouvernement canadien et des titres d'emprunt de sociétés.

(4) Comprend les opérations de change au comptant, les contrats à terme de gré à gré, les contrats à terme standardisés et les options de change.

(5) Comprend des swaps, des options sur taux d'intérêt, des contrats à terme standardisés sur taux d'intérêt, des contrats de garantie de taux d'intérêt et des instruments monétaires connexes utilisés pour couvrir les portefeuilles des produits dérivés de négociation.

Tableau 8 : Variation du revenu net d'intérêt

| (en millions de dollars canadiens, selon l'équivalent imposable) | 2000 sur 1999 Facteurs d'augmentation (de diminution) | | | 1999 sur 1998 Facteurs d'augmentation (de diminution) | | |
|---|---|-------------------|--------------------|---|-------------------|--------------------|
| | volume moyen (1) | taux moyen (1) | Variation nette | volume moyen (1) | taux moyen (1) | Variation nette |
| Actif | | | | | | |
| Dépôts à d'autres banques | | | | | | |
| Au Canada | 51 \$ | (11)\$ | 40 \$ | 6 \$ | 13 \$ | 19 \$ |
| À l'étranger | (38) | 132 | 94 | 105 | (105) | - |
| Valeurs mobilières | | | | | | |
| Titres du compte de négociation | 286 | 6 | 292 | 254 | (172) | 82 |
| Titres destinés à la vente | 107 | 28 | 135 | 112 | (30) | 82 |
| Titres détenus jusqu'à l'échéance | (6) | 10 | 4 | 22 | 2 | 24 |
| Biens acquis en vertu de conventions de revente | (2) | 187 | 185 | (120) | (156) | (276) |
| Prêts | | | | | | |
| Au Canada | | | | | | |
| Prêts hypothécaires résidentiels | 122 | (15) | 107 | 282 | (75) | 207 |
| Prêts aux particuliers | 216 | 129 | 345 | 158 | 4 | 162 |
| Prêts sur cartes de crédit | 139 | 40 | 179 | 28 | 5 | 33 |
| Prêts aux entreprises et aux gouvernements | 24 | 83 | 107 | 27 | (364) | (337) |
| À l'étranger | (326) | 740 | 414 | (596) | 491 | (105) |
| Total du revenu d'intérêt | 573 \$ | 1 329 \$ | 1 902 \$ | 278 \$ | (387)\$ | (109)\$ |
| Passif | | | | | | |
| Dépôts | | | | | | |
| Au Canada | 114 \$ | 466 \$ | 580 \$ | (78)\$ | 132 \$ | 54 \$ |
| À l'étranger | 226 | 615 | 841 | 233 | (383) | (150) |
| Engagements afférents à des titres vendus à découvert | (32) | 134 | 102 | 32 | (35) | (3) |
| Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat | (13) | 134 | 121 | 22 | (95) | (73) |
| Débitures subordonnées | 42 | 16 | 58 | (15) | (38) | (53) |
| Autres passifs portant intérêt | (47) | 92 | 45 | 6 | 59 | 65 |
| Total des frais d'intérêt | 290 | 1 457 | 1 747 | 200 | (360) | (160) |
| Revenu net d'intérêt | 283 \$ | (128)\$ | 155 \$ | 78 \$ | (27)\$ | 51 \$ |

(1) L'écart de volume ou de taux est attribué en fonction du pourcentage des variations de soldes et de taux par rapport au total de la variation nette du revenu net d'intérêt selon l'équivalent imposable.

Tableau 9 : Revenu net d'intérêt sur l'actif et le passif moyens

| (en millions de dollars canadiens, selon l'équivalent imposable) | 2000 | | | 1999 | | | 1998 | | |
|---|----------------------|------------------|---------------|----------------------|------------------|---------------|----------------------|------------------|---------------|
| | Soldes moyens (1) | Intérêt (2) | Taux moyen | Soldes moyens (1) | Intérêt (2) | Taux moyen | Soldes moyens (1) | Intérêt (2) | Taux moyen |
| Actif | | | | | | | | | |
| Dépôts à d'autres banques | | | | | | | | | |
| Au Canada | 3 225 \$ | 164 \$ | 5,09 % | 2 244 \$ | 124 \$ | 5,53 % | 2 133 \$ | 105 \$ | 4,92 % |
| À l'étranger | 14 885 | 811 | 5,45 | 15 694 | 717 | 4,57 | 13 549 | 717 | 5,29 |
| | 18 110 | 975 | 5,38 | 17 938 | 841 | 4,69 | 15 682 | 822 | 5,24 |
| Valeurs mobilières | | | | | | | | | |
| Titres du compte de négociation | 39 111 | 1 435 | 3,67 | 31 315 | 1 143 | 3,65 | 24 768 | 1 061 | 4,28 |
| Titres destinés à la vente (3) | 17 824 | 1 040 | 5,83 | 15 982 | 905 | 5,66 | 14 011 | 823 | 5,87 |
| Titres détenus jusqu'à l'échéance | 1 057 | 71 | 6,72 | 1 161 | 67 | 5,77 | 779 | 43 | 5,52 |
| | 57 992 | 2 546 | 4,39 | 48 458 | 2 115 | 4,36 | 39 558 | 1 927 | 4,87 |
| Biens acquis en vertu de conventions de revente | 21 729 | 1 078 | 4,96 | 21 769 | 893 | 4,10 | 24 444 | 1 169 | 4,78 |
| Prêts (4) | | | | | | | | | |
| Au Canada | | | | | | | | | |
| Prêts hypothécaires résidentiels | 59 860 | 3 891 | 6,50 | 57 979 | 3 784 | 6,53 | 53 682 | 3 577 | 6,66 |
| Prêts aux particuliers | 26 949 | 2 290 | 8,50 | 24 347 | 1 945 | 7,99 | 22 368 | 1 783 | 7,97 |
| Prêts sur cartes de crédit | 3 559 | 405 | 11,38 | 2 297 | 226 | 9,84 | 2 009 | 193 | 9,61 |
| Prêts aux entreprises et aux gouvernements | 34 381 | 1 506 | 4,38 | 33 799 | 1 399 | 4,14 | 33 278 | 1 736 | 5,22 |
| | 124 749 | 8 092 | 6,49 | 118 422 | 7 354 | 6,21 | 111 337 | 7 289 | 6,55 |
| À l'étranger | 24 927 | 3 446 | 13,82 | 27 705 | 3 032 | 10,94 | 33 584 | 3 137 | 9,34 |
| | 149 676 | 11 538 | 7,71 | 146 127 | 10 386 | 7,11 | 144 921 | 10 426 | 7,19 |
| Total de l'actif productif d'intérêt | 247 507 | 16 137 | 6,52 | 234 292 | 14 235 | 6,08 | 224 605 | 14 344 | 6,39 |
| Dépôts non productifs d'intérêt à d'autres banques | 525 | | | 666 | | | 394 | | |
| Engagements de clients en contrepartie d'acceptations | 10 281 | | | 9 508 | | | 10 033 | | |
| Autres actifs | 27 724 | | | 27 531 | | | 28 623 | | |
| Provision cumulative pour pertes sur créances | (1 937) | | | (1 997) | | | (2 155) | | |
| Total de l'actif | 284 100 \$ | 16 137 \$ | 5,68 % | 270 000 \$ | 14 235 \$ | 5,27 % | 261 500 \$ | 14 344 \$ | 5,49 % |
| Passif et capitaux propres | | | | | | | | | |
| Dépôts (5) | | | | | | | | | |
| Au Canada | 107 533 \$ | 5 060 \$ | 4,71 % | 104 919 \$ | 4 480 \$ | 4,27 % | 106 784 \$ | 4 426 \$ | 4,14 % |
| À l'étranger | 71 024 | 3 997 | 5,63 | 66 498 | 3 156 | 4,75 | 61 933 | 3 306 | 5,34 |
| | 178 557 | 9 057 | 5,07 | 171 417 | 7 636 | 4,45 | 168 717 | 7 732 | 4,58 |
| Engagements afférents à des titres vendus à découvert | 14 195 | 656 | 4,62 | 15 015 | 554 | 3,69 | 14 168 | 557 | 3,93 |
| Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat | 11 873 | 653 | 5,50 | 12 169 | 532 | 4,37 | 11 724 | 605 | 5,16 |
| Débitures subordonnées | 5 129 | 344 | 6,71 | 4 499 | 286 | 6,36 | 4 711 | 339 | 7,20 |
| Autres passifs portant intérêt | 3 042 | 120 | 3,94 | 5 574 | 75 | 1,35 | 3 936 | 10 | 0,25 |
| Total du passif portant intérêt | 212 796 | 10 830 | 5,09 | 208 674 | 9 083 | 4,35 | 203 256 | 9 243 | 4,55 |
| Dépôts ne portant pas intérêt | 17 509 | | | 13 379 | | | 9 971 | | |
| Acceptations | 10 281 | | | 9 508 | | | 10 033 | | |
| Autres passifs | 30 811 | | | 25 958 | | | 27 013 | | |
| | 271 397 | 10 830 | 3,99 | 257 519 | 9 083 | 3,53 | 250 273 | 9 243 | 3,69 |
| Capitaux propres | | | | | | | | | |
| Actions privilégiées | 1 978 | | | 2 213 | | | 1 972 | | |
| Actions ordinaires | 10 725 | | | 10 268 | | | 9 255 | | |
| Total du passif et des capitaux propres | 284 100 \$ | 10 830 \$ | 3,81 % | 270 000 \$ | 9 083 \$ | 3,36 % | 261 500 \$ | 9 243 \$ | 3,53 % |
| Revenu net d'intérêt, en pourcentage du total de l'actif moyen | 284 100 \$ | 5 307 \$ | 1,87 % | 270 000 \$ | 5 152 \$ | 1,91 % | 261 500 \$ | 5 101 \$ | 1,95 % |
| Revenu net d'intérêt, en pourcentage du total de l'actif productif d'intérêt moyen | | | | | | | | | |
| Au Canada | 179 982 \$ | 4 796 \$ | 2,66 % | 168 842 \$ | 4 402 \$ | 2,61 % | 161 648 \$ | 4 409 \$ | 2,73 % |
| À l'étranger | 67 525 | 511 | 0,76 | 65 450 | 750 | 1,15 | 62 957 | 692 | 1,10 |
| Total | 247 507 \$ | 5 307 \$ | 2,14 % | 234 292 \$ | 5 152 \$ | 2,20 % | 224 605 \$ | 5 101 \$ | 2,27 % |

(1) Calculé sur une base quotidienne.

(2) Le revenu d'intérêt comprend les commissions sur prêts (274 millions de dollars en 2000; 250 millions en 1999; 195 millions en 1998). La majoration au montant imposable équivalent est basée sur le taux d'imposition canadien prévu par la Loi de 42,8 % en 2000, de 43,0 % en 1999 et de 42,9 % en 1998.

(3) Les titres exonérés d'impôt avaient, pour les exercices 2000, 1999 et 1998, des soldes moyens de 2 848 millions de dollars, 2 017 millions et 1 152 millions, des intérêts gagnés de 63 millions, 83 millions et 87 millions, ainsi que des taux moyens de 2,21 %, 4,12 % et 7,55 %, respectivement.

(4) Les soldes moyens comprennent les prêts à intérêts non comptabilisés.

(5) Les dépôts comprennent les dépôts d'épargne, lesquels avaient, pour les exercices 2000, 1999 et 1998, des soldes moyens de 34 milliards de dollars, 33 milliards et 42 milliards, des frais d'intérêt de 0,7 milliard, 0,6 milliard et 0,7 milliard, ainsi que des taux moyens de 2,06 %, 1,82 % et 1,67 %, respectivement. Les dépôts comprennent également les dépôts à terme, lesquels avaient, pour les exercices 2000, 1999 et 1998, des soldes moyens de 38 milliards de dollars, 37 milliards et 47 milliards, des frais d'intérêt de 2,0 milliards, 2,0 milliards et 2,6 milliards, ainsi que des taux moyens de 5,26 %, 5,41 % et 5,53 %, respectivement.

Priorité financière : contrôle des coûts

Points saillants

- Frais autres que d'intérêt en hausse de 9 % par rapport à 1999, soit 430 points de base de moins que le taux de croissance des revenus
- Frais autres que d'intérêt fondamentaux en baisse de 2 %
- Ratio d'efficacité de 63,6 %, par rapport à 66,2 % en 1999
- Ratio d'efficacité de l'exploitation (c.-à-d. en excluant les produits et les charges relatifs aux initiatives stratégiques, les coûts liés aux droits à la plus-value des actions et les produits et les charges non récurrents) de 60,6 %, soit une amélioration de 440 points de base par rapport à 1999
- Économie de coûts de 580 millions de dollars réalisée à la fin de l'exercice 2000, comparativement à l'objectif de 400 millions

Rendement

Comme l'indique le tableau 10 ci-dessous, les frais autres que d'intérêt de base (c.-à-d. en excluant les frais non récurrents de 1999 mentionnés au tableau 4 de la page 24) ont augmenté de 657 millions de dollars ou 9 % par rapport à 1999. Cette augmentation est attribuable à certains facteurs. En 2000, la Banque a engagé des charges relatives à des initiatives stratégiques de 390 millions de dollars, une hausse de 259 millions comparativement à l'an dernier. Ces charges ont trait essentiellement à des acquisitions – notamment Prism Financial, les activités de gestion privée de Ernst & Young à Jersey aux îles Anglo-Normandes, les activités d'assurance de la Prudentielle d'Amérique, Compagnie d'assurance-vie (Canada) –,

à l'embauche d'équipes offrant des services de banque d'investissement à l'étranger et à la croissance des projets relatifs aux affaires électroniques en Amérique du Nord. De plus, l'appréciation du cours des actions de la Banque en 2000 a donné lieu à des charges de 52 millions de dollars, qui sont liées aux droits à la plus-value des actions octroyés en vertu du régime d'options d'achat d'actions en novembre 1999. Aucune charge de ce genre n'avait été inscrite en 1999. Les frais autres que d'intérêt liés à l'exploitation (c.-à-d. en excluant les coûts liés aux initiatives stratégiques et aux droits à la plus-value des actions ainsi que les charges non récurrentes) ont augmenté de 5 % par rapport à 1999, comme l'indique le tableau 11 de la page 34.

Tableau 10 : Frais autres que d'intérêt

| (en millions de dollars canadiens) | 2000 | 1999 | 1998 | 2000 sur 1999 | | 1999 sur 1998 | |
|--|-----------------|----------|----------|---------------------------|--------------|---------------------------|------|
| | | | | Augmentation (diminution) | | Augmentation (diminution) | |
| Ressources humaines | 4 695 \$ | 4 032 \$ | 3 638 \$ | 663 \$ | 16 % | 394 \$ | 11 % |
| Frais d'occupation | | | | | | | |
| Location des locaux, montant net | 384 | 262 | 239 | 122 | 47 | 23 | 10 |
| Réparations et entretien des locaux | 68 | 88 | 93 | (20) | (23) | (5) | (5) |
| Amortissement | 81 | 92 | 92 | (11) | (12) | – | – |
| Taxes foncières | 15 | 41 | 46 | (26) | (63) | (5) | (11) |
| Services publics | 22 | 33 | 33 | (11) | (33) | – | – |
| | 570 | 516 | 503 | 54 | 10 | 13 | 3 |
| Matériel | | | | | | | |
| Location et entretien du matériel informatique et de bureau | 376 | 376 | 329 | – | – | 47 | 14 |
| Amortissement | 288 | 297 | 250 | (9) | (3) | 47 | 19 |
| | 664 | 673 | 579 | (9) | (1) | 94 | 16 |
| Communications | | | | | | | |
| Télécommunications | 225 | 225 | 209 | – | – | 16 | 8 |
| Marketing et relations publiques | 173 | 182 | 175 | (9) | (5) | 7 | 4 |
| Affranchissement et messageries | 170 | 157 | 156 | 13 | 8 | 1 | 1 |
| Papeterie et impression | 127 | 129 | 125 | (2) | (2) | 4 | 3 |
| | 695 | 693 | 665 | 2 | – | 28 | 4 |
| Autres | | | | | | | |
| Honoraires versés à des professionnels | 267 | 274 | 262 | (7) | (3) | 12 | 5 |
| Taxes d'affaires et taxes sur le capital | 134 | 114 | 118 | 20 | 18 | (4) | (3) |
| Assurance-dépôts | 30 | 71 | 111 | (41) | (58) | (40) | (36) |
| Déplacements et relocalisation | 85 | 90 | 98 | (5) | (6) | (8) | (8) |
| Amortissement de l'écart d'acquisition et des autres actifs incorporels | 91 | 70 | 66 | 21 | 30 | 4 | 6 |
| Formation des employés | 38 | 48 | 60 | (10) | (21) | (12) | (20) |
| Dons | 26 | 29 | 25 | (3) | (10) | 4 | 16 |
| Autres | 333 | 361 | 269 | (28) | (8) | 92 | 34 |
| | 1 004 | 1 057 | 1 009 | (53) | (5) | 48 | 5 |
| Total des frais autres que d'intérêt de base (c.-à-d. excluant les charges non récurrentes) | 7 628 | 6 971 | 6 394 | 657 | 9 | 577 | 9 |
| Charges non récurrentes (1) | – | 170 | 116 | (170) | (100) | 54 | 47 |
| Total | 7 628 \$ | 7 141 \$ | 6 510 \$ | 487 \$ | 7 % | 631 \$ | 10 % |

(1) Les charges non récurrentes de 1999 sont présentées au tableau 4, à la page 24. Les charges non récurrentes de 116 millions de dollars en 1998 comprennent des charges de 62 millions liées à la restructuration et d'autres charges totalisant 54 millions.

Les frais au titre de la rémunération liée au rendement ont augmenté de 453 millions de dollars pour l'exercice. Cette augmentation résulte en grande partie des résultats nettement supérieurs des secteurs Grande entreprise et marchés des capitaux et Gestion de patrimoine. Les frais autres que d'intérêt fondamentaux (soit les charges d'exploitation autres que d'intérêt, diminuées de la rémunération liée au rendement) ont reculé de 2 % par rapport à 1999, comme l'illustre le tableau 11.

Comme l'indique le tableau 12 ci-dessous, le ratio d'efficacité de base s'est établi à 63,6 %, soit une amélioration par rapport à 66,2 % en 1999, tandis que le ratio d'efficacité de l'exploitation s'est établi à 60,6 %, en baisse de 440 points de base par rapport au ratio obtenu l'an dernier. Selon les PCGR au Canada, la Banque a atteint un ratio d'efficacité de l'exploitation de 59,5 % au quatrième trimestre de 2000, ce qui est conforme à l'objectif énoncé dans le communiqué annonçant les résultats du troisième trimestre de 2000.

Tableau 11 : Composantes des frais autres que d'intérêt

| (en millions de dollars canadiens) | 2000 | 1999 | 2000 sur 1999 Augmentation (diminution) | |
|---|-----------------|-----------------|--|-------------|
| Frais autres que d'intérêt de base (1) | 7 628 \$ | 6 971 \$ | 657 \$ | 9 % |
| Coûts relatifs aux initiatives stratégiques | 390 | 131 | 259 | 198 |
| Coûts liés aux droits à la plus-value des actions | 52 | – | 52 | s.o. |
| Frais autres que d'intérêt liés à l'exploitation (2) | 7 186 | 6 840 | 346 | 5 |
| Rémunération liée au rendement | 1 662 | 1 209 | 453 | 37 |
| Frais autres que d'intérêt fondamentaux (3) | 5 524 \$ | 5 631 \$ | (107)\$ | (2)% |

(1) En excluant les charges non récurrentes de 1999 décrites au tableau 4, à la page 24. Il n'y a aucune charge non récurrente pour 2000.

(2) Frais autres que d'intérêt de base, déduction faite des coûts relatifs aux initiatives stratégiques et des coûts liés aux droits à la plus-value des actions.

(3) Frais autres que d'intérêt liés à l'exploitation, déduction faite de la rémunération liée au rendement.

Tableau 12 : Principaux ratios d'efficacité

| (en millions de dollars canadiens) | 2000 | 1999 | 2000 sur 1999 Augmentation (diminution) | |
|---|-----------|-----------|--|------|
| Frais autres que d'intérêt de base | 7 628 \$ | 6 971 \$ | 657 \$ | 9 % |
| Produits de base | 11 987 \$ | 10 538 \$ | 1 449 \$ | 14 % |
| Ratio d'efficacité de base (1) | 63,6 % | 66,2 % | (260)p.b. | |
| Frais autres que d'intérêt liés à l'exploitation | 7 186 \$ | 6 840 \$ | 346 \$ | 5 % |
| Produits d'exploitation (2) | 11 849 \$ | 10 526 \$ | 1 323 \$ | 13 % |
| Ratio d'efficacité de l'exploitation (3) | 60,6 % | 65,0 % | (440)p.b. | |
| Ratio d'efficacité de l'exploitation (PCGR au Canada) | 60,0 % | 64,0 % | (400)p.b. | |

(1) Frais autres que d'intérêt de base en pourcentage du total des produits de base.

(2) Produits de base moins les produits relatifs aux initiatives stratégiques.

(3) Frais autres que d'intérêt liés à l'exploitation en pourcentage des produits d'exploitation.

L'amélioration notable constatée sur le plan de l'efficacité est attribuable à l'économie de coûts de 580 millions de dollars réalisée à la fin de l'exercice 2000. Comme il est illustré ci-après, l'objectif visé était de 400 millions de dollars.

Économie de coûts à la fin de 2000

| (en millions de dollars canadiens) | Visée | Réalisée |
|--|---------------|---------------|
| Rationalisation des coûts indirects | 100 \$ | 160 \$ |
| Amélioration de la prestation des services | 100 | 150 |
| Diminution des coûts liés à l'approvisionnement en produits et en services | 100+ | 140 |
| Redéfinition des activités de prêts internationaux aux entreprises | 75 | 80 |
| Reconfiguration du réseau | 35 | 50 |
| Total | 400+\$ | 580 \$ |

La Banque avait prévu économiser environ 100 millions de dollars en coûts indirects, objectif qu'elle a dépassé de 60 millions. Ces économies sont principalement attribuables au regroupement des fonctions et à la réduction du personnel des secteurs d'exploitation, des unités géographiques et du siège social.

L'amélioration de la prestation des services fait référence au transfert hors des succursales de la Banque des activités administratives et de service après-vente et à leur centralisation. Les économies visées étaient de 100 millions de dollars environ, et elles se sont chiffrées à 150 millions.

Environ un quart des économies de coûts de 400 millions de dollars découle de la baisse des coûts liés à l'approvisionnement. Les économies réalisées par la Banque en matière d'approvisionnement se sont établies à 140 millions de dollars.

Les rendements tirés des prêts internationaux aux entreprises ont été volatils et insuffisants pour justifier un réseau étendu et coûteux à l'extérieur du Canada. Des économies de 80 millions de dollars ont été réalisées à la fin de l'exercice 2000, en raison de la restructuration des services bancaires à la grande entreprise à l'étranger et des activités internationales liées aux institutions financières.

Maintenant qu'environ 90 % des opérations courantes sont effectuées par voie électronique, les succursales deviennent de plus en plus des points de vente et des centres de conseils. La Banque a rationalisé et restructuré le réseau de succursales et, à la fin de l'exercice 2000, avait réalisé des économies de coûts de 50 millions de dollars.

Ces changements se sont traduits par une réduction du personnel de 3 504 employés, en excluant les 845 employés non rémunérés à la commission de Prism Financial Corporation, acquise en avril 2000. Avant 2000, le niveau d'attrition annuel s'est situé à 5 % ou 2 500 personnes environ.

La Banque est d'avis que les changements dans la composition des activités font en sorte qu'il est inapproprié d'utiliser un ratio d'efficacité pour l'ensemble de la Banque afin de mesurer l'évolution des coûts. À l'avenir, le ratio d'efficacité ne sera donc pas mesuré pour l'ensemble de la Banque. La Banque mettra plutôt l'accent sur les ratios d'efficacité de l'exploitation de chaque secteur et utilisera possiblement d'autres mesures des coûts qui pourraient s'avérer appropriées pour certains secteurs. Les ratios d'efficacité de l'exploitation des secteurs sont illustrés aux pages 24 à 28.

La Banque vise à améliorer davantage sa compétitivité sur le plan des coûts.

Perspectives

- En 2001, la Banque s'attend à ce que la croissance des charges d'exploitation soit inférieure à celle des produits d'exploitation

Charge d'impôts et autres taxes

La charge d'impôts et les autres taxes présentées au tableau 13 ci-après se sont élevées à 2,0 milliards de dollars en 2000, soit 1 440 millions pour la charge d'impôts (y compris une majoration au montant imposable équivalent) et 557 millions pour les autres taxes. La charge d'impôts a augmenté de 431 millions de dollars par rapport à 1999, en raison surtout de la hausse de 933 millions du bénéfice net avant impôts, tandis que les autres taxes ont progressé de 19 millions par suite de l'augmentation de la TPS, des taxes de vente, des cotisations sociales, des taxes provinciales sur le capital et des taxes d'affaires qui ont largement neutralisé la baisse des taxes foncières découlant de la vente de propriétés immobilières en 1999.

Comme il est indiqué ci-dessous ainsi qu'à la note 8 des états financiers consolidés, présentée à la page 68, le taux d'imposition effectif sur les bénéfices a augmenté, passant de 36,0 % en 1999 à 38,8 % en 2000.

En plus de la charge d'impôts et des autres taxes présentées dans l'état consolidé des résultats, la Banque a constaté des économies d'impôts de 17 millions de dollars en 2000 (charge d'impôts de 108 millions en 1999) dans les capitaux propres liés aux gains et aux pertes non réalisés sur les titres destinés à la vente (déduction faite des opérations de couverture) et aux gains et aux pertes de change non réalisés (déduction faite des opérations de couverture).

Tableau 13 : Impôts et autres taxes

(en millions de dollars canadiens)

| | 2000 | 1999 | 1998 |
|---|----------|----------|----------|
| Charge d'impôts | | | |
| État consolidé des résultats | 1 412 \$ | 974 \$ | 1 128 \$ |
| Majoration au montant imposable équivalent | 28 | 35 | 37 |
| | 1 440 | 1 009 | 1 165 |
| Autres taxes | | | |
| Taxe sur les produits et services et taxes de vente | 208 | 187 | 182 |
| Cotisations sociales | 188 | 176 | 171 |
| Taxes provinciales sur le capital | 108 | 98 | 95 |
| Taxes foncières (1) | 16 | 55 | 63 |
| Taxes d'affaires | 26 | 16 | 23 |
| Taxes sur les primes d'assurance | 11 | 6 | 6 |
| | 557 | 538 | 540 |
| Total | 1 997 \$ | 1 547 \$ | 1 705 \$ |
| Taux d'imposition sur les bénéfices effectif (2) | 38,8 % | 36,0 % | 37,9 % |
| Taux d'imposition effectif total (3) | 47,3 % | 47,2 % | 48,0 % |

(1) Comprend les montants portés en déduction des revenus autres que d'intérêt concernant les placements en biens immobiliers.

(2) Charge d'impôts présentée dans l'état consolidé des résultats en pourcentage du bénéfice net avant impôts.

(3) Le total de la charge d'impôts et des autres taxes est exprimé en pourcentage du bénéfice net avant la charge d'impôts et les autres taxes selon l'équivalent imposable.

Priorité financière : excellence de la qualité du crédit

Points saillants

- Prêts à intérêts non comptabilisés s'établissant à 1 678 millions de dollars, en baisse de 2 %
- Prêts à intérêts non comptabilisés correspondant à 1,0 % du total des prêts, en baisse par rapport à 1,1 % en 1999
- Provision pour pertes sur créances correspondant à 691 millions de dollars, en baisse de 9 % par rapport à 1999
- Ratio des provisions spécifiques attribuées de 0,36 %, en hausse par rapport à 0,34 % en 1999
- Ratio des radiations nettes de 0,42 %, comparativement à 0,62 % en 1999
- Provision cumulative pour pertes sur créances de 1 975 millions de dollars, en hausse de 75 millions

Prêts à intérêts non comptabilisés

Les prêts sont généralement classés à titre de prêts à intérêts non comptabilisés lorsque les conditions précisées à la note 1 des états financiers consolidés, à la page 58, sont réunies.

Comme l'indique le tableau 14 ci-dessous, les prêts à intérêts non comptabilisés ont diminué de 26 millions de dollars par rapport à 1999 pour s'établir à 1 678 millions au 31 octobre 2000. Cette diminution traduit des ajouts nets de 813 millions de dollars, ainsi que des radiations et des ajustements totalisant 839 millions.

Comme l'illustre le tableau 15 de la page 38, les prêts à intérêts non comptabilisés au Canada ont diminué de 18 millions de dollars, montant qui comprend une baisse de 41 millions des prêts aux entreprises et aux gouvernements, laquelle a été partiellement compensée par la hausse de 23 millions des prêts à la consommation. En ce qui concerne les prêts aux entreprises et aux gouvernements à intérêts non comptabilisés au Canada, le

secteur immobilier commercial, celui de l'industrie forestière et celui des services publics ont enregistré des baisses marquées, et le secteur du transport et de l'environnement a connu une hausse considérable. L'augmentation des prêts à la consommation à intérêts non comptabilisés provient des faibles hausses dans les portefeuilles de prêts hypothécaires résidentiels et de prêts aux particuliers. Les prêts internationaux à intérêts non comptabilisés ont chuté de 8 millions de dollars, les réductions constatées en Asie et en Europe ayant largement neutralisé la hausse observée aux États-Unis. La hausse constatée dans les prêts à intérêts non comptabilisés découle en grande partie d'une seule entreprise cliente, dans le secteur du transport et de l'environnement, tant au Canada qu'à l'étranger.

Exprimés en pourcentage des prêts connexes (avant déduction de la provision cumulative générale pour pertes sur prêts), les prêts à intérêts non comptabilisés se sont établis à 1,0 %, en baisse par rapport à 1,1 % l'an dernier, les ratios étant inférieurs tant au Canada qu'à l'étranger.

Perspectives

- La Banque ne prévoit pas de changement important dans le niveau des prêts à intérêts non comptabilisés en 2001, puisqu'elle s'attend à ce que la solide croissance économique observée au Canada se maintienne, quoique à un rythme moins soutenu qu'en 2000

Tableau 14 : Variation des prêts à intérêts non comptabilisés

(en millions de dollars canadiens)

| | 2000 | 1999 | 1998 | 1997 | 1996 |
|--|-----------------|----------------|--------------|-------------|--------------|
| Prêts à intérêts non comptabilisés au début | 1 704 \$ | 2 001 \$ | 1 819 \$ | 2 376 \$ | 2 944 \$ |
| Ajouts | 965 | 990 | 1 271 | 705 | 1 013 |
| Retraits | (152) | (247) | (643) | (624) | (629) |
| Radiations et autres ajustements | 813 (839) | 743 (1 040) | 628 (446) | 81 (638) | 384 (952) |
| Prêts à intérêts non comptabilisés à la fin | 1 678 \$ | 1 704 \$ | 2 001 \$ | 1 819 \$ | 2 376 \$ |

Provision pour pertes sur créances

La provision pour pertes sur créances imputée aux résultats représente le montant qui est nécessaire pour porter la provision cumulative pour pertes sur créances à un niveau jugé approprié par la direction, comme il est expliqué à la rubrique Provision cumulative pour pertes sur créances, présentée ci-dessous.

Le total de la provision pour pertes sur créances s'est établi à 691 millions de dollars en 2000, en baisse de 69 millions ou de 9 % par rapport à 1999, comme l'indique le tableau 16 de la page 39. Au Canada, les provisions spécifiques attribuées pour pertes sur créances ont diminué relativement aux portefeuilles des prêts aux entreprises et aux gouvernements, mais ont augmenté à l'égard du portefeuille des prêts à la consommation au cours de 2000.

Les provisions pour prêts aux particuliers ont augmenté, en raison surtout des provisions plus élevées constituées à l'égard des prêts aux étudiants, d'une augmentation du portefeuille des prêts aux particuliers, des pertes plus élevées que ce qui était prévu à l'égard des prêts comptabilisés en 1999 et d'une hausse pour ramener le ratio de couverture (provision cumulative pour pertes sur prêts exprimée en pourcentage des prêts à intérêts non comptabilisés) au niveau de l'exercice précédent. Une augmentation des radiations des prêts aux particuliers au début de 2000, afin d'être uniforme avec les pratiques en cours aux États-Unis, avait entraîné une baisse de la

provision cumulative pour pertes sur prêts à l'égard des prêts aux particuliers. (La Banque avait accéléré les radiations des prêts aux entreprises en 1999.) Le facteur responsable de la hausse plus élevée que ce qui était prévu à l'égard des prêts aux particuliers comptabilisés en 1999 a été relevé et des mesures correctives ont été prises. Les avantages découlant de ces mesures devraient se concrétiser d'ici 12 à 15 mois.

Les provisions plus élevées constituées à l'égard des prêts sur cartes de crédit résultent de l'acquisition du portefeuille canadien de cartes de crédit de Bank One, de la réinscription au bilan consolidé de créances sur cartes de crédit précédemment titrisées, de la croissance du volume des cartes et d'une modification prévue du profil de risque des activités pour accélérer la croissance du volume. Malgré l'accroissement de ces provisions, le revenu net tiré des cartes de crédit a progressé de 15 % en 2000.

À l'étranger, la provision spécifique attribuée a diminué en raison des recouvrements en Asie et en Europe qui ont plus que compensé les augmentations enregistrées aux États-Unis.

Les provisions spécifiques attribuées se sont chiffrées à 0,36 % de la moyenne des prêts (y compris les acceptations de banque), en hausse par rapport à 0,34 % en 1999. En vertu des PCGR au Canada, le ratio s'établissait à 0,32 %, en hausse par rapport à 0,30 % en 1999, et respectait l'objectif visé pour 2000, soit entre 0,30 % et 0,40 %.

Perspectives

- En 2001, la Banque prévoit que le ratio des provisions spécifiques pour pertes sur créances par rapport à la moyenne des prêts (y compris les conventions de revente) et des acceptations de banque se situera entre 0,30 % et 0,40 % (selon les PCGR au Canada), inchangé par rapport à son objectif de 2000. Elle s'attend en effet à ce que la solide croissance économique observée au Canada se maintienne, quoique à un rythme moins soutenu qu'en 2000

Provision cumulative pour pertes sur créances

La provision cumulative pour pertes sur créances est maintenue à un niveau suffisant pour absorber les pertes probables des portefeuilles de prêts et d'opérations hors bilan. Les composantes individuelles ainsi que la provision cumulative globale sont évaluées trimestriellement en fonction des évaluations continues des comptes problèmes, des pertes subies récemment et de l'évolution d'autres facteurs, dont la composition et la qualité du portefeuille, la conjoncture économique et les exigences de la réglementation. La provision cumulative est augmentée de la provision pour pertes sur créances, qui est imputée aux résultats, et réduite du montant des radiations, déduction faite des recouvrements.

Le calcul de la provision cumulative pour pertes sur créances est basé sur des estimations fondées sur une analyse historique et ajustées en fonction de l'estimation faite par la direction à l'égard des hypothèses actuelles. Par conséquent, la provision cumulative pour pertes sur créances différera des pertes réelles subies dans l'avenir. Afin de réduire ces écarts, la direction évalue régulièrement la méthodologie et toutes les hypothèses significatives.

Comme l'indique le tableau 17 de la page 40, la provision cumulative pour pertes sur créances a augmenté de 75 millions de dollars entre 1999 et 2000. Les radiations nettes ont diminué, passant de 958 millions de dollars à 677 millions, en raison principalement de la baisse de 299 millions des radiations liées aux prêts aux entreprises et aux gouvernements au Canada. En 1999, la Banque avait augmenté le taux de radiation des prêts problèmes aux entreprises afin d'être uniforme avec les pratiques en cours aux États-Unis.

La Banque a conclu une entente venant à échéance dans cinq ans avec un réassureur coté AAA, aux termes de laquelle des capitaux seront fournis à la Banque si cette dernière subit des pertes exceptionnelles dans son portefeuille de prêts. Selon l'entente, le réassureur sera tenu d'acheter jusqu'à concurrence de 200 millions de dollars d'actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif au cours en vigueur au 27 octobre 2000, si la provision cumulative générale pour pertes sur créances (provision cumulative générale attribuée et provision cumulative non attribuée) recule sous un seuil donné. D'après la direction, si ces actions avaient été émises maintenant, elles seraient considérées comme du capital de première catégorie selon les lignes directrices actuelles en matière de réglementation. L'émission d'actions réduirait l'incidence des pertes sur prêts sur le capital de base de la Banque en générant du capital.

La provision cumulative pour pertes sur créances comporte quatre composantes – les provisions cumulatives spécifiques attribuées, les provisions cumulatives à l'égard des risques-pays attribuées, la provision cumulative générale attribuée et la provision cumulative non attribuée, qui sont décrites à la note 1 des états financiers consolidés, à la page 58.

Provisions cumulatives spécifiques attribuées

Les provisions cumulatives spécifiques attribuées sont établies afin d'absorber les pertes les plus probables sur les prêts qui sont devenus des prêts à intérêts non comptabilisés. Les provisions spécifiques attribuées pour les prêts aux entreprises et aux gouvernements sont établies par emprunteur. Les provisions spécifiques attribuées pour les prêts hypothécaires résidentiels, les prêts aux particuliers et les prêts aux petites entreprises sont calculées sur une base de portefeuille d'après les pertes historiques liées aux prêts à intérêts non comptabilisés. Aucune provision spécifique attribuée n'est comptabilisée pour les cartes de crédit, puisque ces soldes sont radiés lorsqu'ils sont en souffrance depuis plus de 180 jours.

Provisions cumulatives à l'égard des risques-pays attribuées

Des provisions cumulatives à l'égard des risques-pays attribuées sont maintenues à l'égard de risques ayant trait à certains pays en développement d'après une évaluation générale du risque en cours et de la conjoncture économique dans ces pays.

Provision cumulative générale attribuée

La provision cumulative générale attribuée exprime la meilleure estimation possible des pertes probables dans la tranche du portefeuille qui n'a pas encore été désignée précisément comme celle des prêts à intérêts non comptabilisés. Le calcul de cette provision se fonde sur l'application de facteurs statistiques de pertes prévues aux facilités impayées et inutilisées. Les facteurs de pertes prévues sont calculés au moyen de l'évaluation de l'évolution statistique des pertes ajustées de façon à exprimer l'estimation faite par la direction quant aux éléments qui influent sur la qualité du portefeuille.

Provision cumulative non attribuée

La provision cumulative non attribuée est déterminée par l'évaluation faite par la direction des pertes probables dans le portefeuille mais qui ne sont pas prises en compte adéquatement dans le calcul des provisions cumulatives spécifiques attribuées, des provisions cumulatives à l'égard des risques-pays attribuées et de la provision cumulative générale attribuée. Cette évaluation tient compte de la conjoncture économique et commerciale courante et des exigences de la réglementation touchant les principales activités de crédit. Elle exprime également la reconnaissance par la direction des éléments imprécis et subjectifs que comporte l'évaluation des risques de crédit liés aux modèles.

Avant le 31 octobre 1999, la provision cumulative générale attribuée et la provision cumulative non attribuée n'étaient pas séparées en deux composantes.

Tableau 15 : Prêts à intérêts non comptabilisés

| (en millions de dollars canadiens) | 2000 | 1999 | 1998 | 1997 | 1996 |
|---|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|
| Au Canada | | | | | |
| Provinces de l'Atlantique | 115 \$ | 77 \$ | 60 \$ | 64 \$ | 61 \$ |
| Québec | 198 | 259 | 261 | 378 | 544 |
| Ontario | 572 | 438 | 543 | 583 | 1 020 |
| Provinces des Prairies | 129 | 198 | 161 | 369 | 390 |
| Colombie-Britannique | 355 | 415 | 485 | 83 | 52 |
| Total au Canada | 1 369 | 1 387 | 1 510 | 1 477 | 2 067 |
| Particuliers | | | | | |
| Prêts hypothécaires résidentiels | 185 | 173 | 166 | 166 | 188 |
| Prêts aux particuliers | 247 | 236 | 217 | 153 | 117 |
| | 432 | 409 | 383 | 319 | 305 |
| Entreprises et gouvernements | | | | | |
| Petites et moyennes entreprises (1) | 248 | 232 | 130 | 144 | 117 |
| Transport et environnement | 185 | 21 | 13 | 287 | 303 |
| Industrie forestière | 184 | 233 | 383 | 79 | 250 |
| Secteur immobilier commercial | 90 | 186 | 182 | 348 | 599 |
| Exploitations agricoles (1) | 53 | 62 | 47 | 46 | 51 |
| Technologies de l'information et médias | 44 | 57 | 43 | 18 | 13 |
| Biens de consommation | 37 | 43 | 55 | 43 | 112 |
| Produits industriels | 28 | 19 | 25 | 68 | 58 |
| Services financiers | 20 | 16 | 121 | 8 | 11 |
| Prêts hypothécaires commerciaux | 16 | 25 | 22 | 43 | 88 |
| Services publics | – | 38 | 6 | 2 | – |
| Autres | 32 | 46 | 100 | 72 | 160 |
| | 937 | 978 | 1 127 | 1 158 | 1 762 |
| Total au Canada | 1 369 | 1 387 | 1 510 | 1 477 | 2 067 |
| À l'étranger | | | | | |
| États-Unis | 145 | 41 | 18 | 42 | 22 |
| Europe | 46 | 58 | 59 | 43 | 86 |
| Amérique latine | 9 | 10 | 4 | 20 | 1 |
| Antilles | 48 | 47 | 62 | 71 | 83 |
| Asie | 33 | 127 | 308 | 132 | 54 |
| | 281 | 283 | 451 | 308 | 246 |
| Pays en développement | 28 | 34 | 40 | 34 | 63 |
| Total à l'étranger | 309 | 317 | 491 | 342 | 309 |
| Entreprises et gouvernements | | | | | |
| Transport et environnement | 56 | – | 1 | 3 | 2 |
| Secteur immobilier commercial | 4 | 5 | 12 | 31 | 33 |
| Biens de consommation | 2 | 18 | 119 | 115 | 70 |
| Produits industriels | 83 | 38 | 76 | 30 | 54 |
| Services financiers | 41 | 89 | 90 | 46 | 68 |
| Services publics | 14 | 23 | 31 | 14 | 1 |
| Autres | 109 | 144 | 162 | 103 | 81 |
| Total à l'étranger | 309 | 317 | 491 | 342 | 309 |
| Total | 1 678 \$ | 1 704 \$ | 2 001 \$ | 1 819 \$ | 2 376 \$ |
| Prêts à intérêts non comptabilisés, en pourcentage des prêts s'y rapportant (y compris les acceptations de banque) (2) | | | | | |
| Au Canada | | | | | |
| Prêts hypothécaires résidentiels | 0,30 % | 0,30 % | 0,30 % | 0,31 % | 0,39 % |
| Prêts aux particuliers | 0,91 | 0,97 | 0,99 | 0,76 | 0,66 |
| Prêts aux entreprises et aux gouvernements et acceptations | 1,97 | 2,24 | 2,52 | 2,72 | 4,36 |
| | 0,97 | 1,07 | 1,21 | 1,25 | 1,89 |
| À l'étranger | 1,15 | 1,28 | 1,49 | 1,07 | 1,27 |
| Total | 1,00 % | 1,11 % | 1,27 % | 1,21 % | 1,78 % |

(1) Les montants pour 2000 comprennent la tranche des prêts à intérêts non comptabilisés qui est garantie par les gouvernements; cette tranche s'élève à 101 millions de dollars (79 millions en 1999) pour ce qui est des petites et moyennes entreprises et à 6 millions (5 millions en 1999) pour les exploitations agricoles. Au cours des exercices précédents, seule la tranche non garantie était incluse dans les prêts à intérêts non comptabilisés.

(2) Les prêts au Canada comprennent tous les prêts comptabilisés au Canada, peu importe la devise dans laquelle ils sont libellés ou le lieu de résidence de l'emprunteur.

Tableau 16 : Provison pour pertes sur créances

| (en millions de dollars canadiens) | 2000 | 1999 | 1998 | 1997 | 1996 |
|--|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Provison pour pertes sur créances | | | | | |
| Au Canada | | | | | |
| Provinces de l'Atlantique | 58 \$ | 32 \$ | 35 \$ | 37 \$ | 36 \$ |
| Québec | 22 | 71 | 63 | 149 | 186 |
| Ontario | 342 | 52 | 144 | 13 | 153 |
| Provinces des Prairies | 64 | 95 | 53 | 29 | 86 |
| Colombie-Britannique | 40 | 192 | 132 | 37 | 3 |
| Total au Canada | 526 | 442 | 427 | 265 | 464 |
| Particuliers | | | | | |
| Prêts hypothécaires résidentiels | – | 4 | 9 | 12 | 56 |
| Prêts aux particuliers | 301 | 172 | 171 | 114 | 99 |
| Prêts sur cartes de crédit | 102 | 55 | 28 | 65 | 76 |
| | 403 | 231 | 208 | 191 | 231 |
| Entreprises et gouvernements | | | | | |
| Petites et moyennes entreprises | 105 | 113 | 48 | 51 | 73 |
| Transport et environnement | 56 | 7 | (27) | (9) | 53 |
| Technologies de l'information et médias | 19 | (16) | (20) | 5 | (34) |
| Biens de consommation | 7 | 11 | 23 | (29) | 50 |
| Exploitations agricoles | 4 | 2 | 4 | 1 | (1) |
| Prêts hypothécaires commerciaux | 2 | 8 | 6 | 18 | 26 |
| Produits industriels | 2 | (10) | (6) | 12 | 5 |
| Services financiers | – | 5 | 113 | 1 | (1) |
| Services publics | (8) | 12 | 1 | (1) | (1) |
| Secteur immobilier commercial | (17) | 9 | (30) | (78) | (43) |
| Industrie forestière | (36) | 81 | 76 | 86 | 103 |
| Autres | (11) | (11) | 31 | 17 | 3 |
| | 123 | 211 | 219 | 74 | 233 |
| Total au Canada | 526 | 442 | 427 | 265 | 464 |
| À l'étranger | | | | | |
| États-Unis | 99 | 45 | (7) | (8) | (13) |
| Europe | (9) | 21 | 10 | (24) | (19) |
| Amérique latine | 2 | 2 | (2) | 7 | – |
| Antilles | 3 | – | 3 | 7 | 4 |
| Asie | (50) | 20 | 124 | 83 | 34 |
| Total à l'étranger | 45 | 88 | 128 | 65 | 6 |
| Entreprises et gouvernements | | | | | |
| Transport et environnement | 42 | – | (1) | 1 | – |
| Biens de consommation | (7) | (10) | (5) | 46 | 17 |
| Produits industriels | 34 | 31 | 9 | 5 | 21 |
| Services financiers | (21) | 2 | 36 | (2) | 1 |
| Services publics | (2) | – | 21 | 4 | 1 |
| Secteur immobilier commercial | 1 | 2 | (2) | (1) | (28) |
| Autres | (2) | 63 | 70 | 12 | (6) |
| Total à l'étranger | 45 | 88 | 128 | 65 | 6 |
| Provisions spécifiques attribuées | 571 | 530 | 555 | 330 | 470 |
| Provision à l'égard des risques-pays attribuée | – | – | (80) | – | (300) |
| Provision générale attribuée (1) | 73 | s.o. | s.o. | s.o. | s.o. |
| Total de la provision attribuée (1) | 644 | s.o. | s.o. | s.o. | s.o. |
| Provision non attribuée (1) | 47 | s.o. | s.o. | s.o. | s.o. |
| Total | 691 \$ | 760 \$ | 575 \$ | 380 \$ | 570 \$ |
| Exprimé en pourcentage de la moyenne des prêts s'y rapportant (y compris les acceptations de banque) | | | | | |
| Au Canada | | | | | |
| Prêts hypothécaires résidentiels | – % | 0,01 % | 0,02 % | 0,02 % | 0,12 % |
| Prêts aux particuliers | 1,12 | 0,71 | 0,76 | 0,59 | 0,60 |
| Prêts sur cartes de crédit | 2,87 | 2,39 | 1,39 | 1,84 | 2,20 |
| Prêts aux entreprises et aux gouvernements et acceptations de banque | 0,28 | 0,49 | 0,51 | 0,19 | 0,61 |
| | 0,39 | 0,35 | 0,35 | 0,24 | 0,44 |
| À l'étranger | 0,18 | 0,31 | 0,37 | 0,22 | 0,03 |
| Total des provisions spécifiques attribuées | 0,36 % | 0,34 % | 0,36 % | 0,23 % | 0,37 % |
| Total de la provision pour pertes sur créances | 0,43 % | 0,49 % | 0,37 % | 0,27 % | 0,45 % |
| Exprimé en pourcentage de la moyenne des prêts (y compris les acceptations de banque) et des conventions de revente | | | | | |
| Total des provisions spécifiques attribuées | 0,31 % | 0,30 % | 0,31 % | 0,21 % | 0,36 % |
| Total de la provision pour pertes sur créances | 0,38 % | 0,43 % | 0,32 % | 0,24 % | 0,43 % |

(1) La provision générale attribuée et la provision non attribuée totalisaient 230 millions de dollars en 1999, 100 millions en 1998, 50 millions en 1997 et 400 millions en 1996; elles n'étaient alors pas séparées en deux composantes.

Tableau 17 : Provision cumulative pour pertes sur créances

| (en millions de dollars canadiens) | 2000 | 1999 | 1998 | 1997 | 1996 |
|--|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|
| Provision cumulative au début | 1 900 \$ | 2 066 \$ | 2 118 \$ | 2 235 \$ | 2 669 \$ |
| Provision pour pertes sur créances | 691 | 760 | 575 | 380 | 570 |
| Radiations | | | | | |
| Au Canada | | | | | |
| Prêts hypothécaires résidentiels | (11) | (14) | (17) | (34) | (46) |
| Prêts aux particuliers | (372) | (236) | (163) | (138) | (133) |
| Prêts sur cartes de crédit | (150) | (65) | (52) | (98) | (104) |
| Prêts aux entreprises et aux gouvernements | (225) | (524) | (250) | (361) | (542) |
| | (758) | (839) | (482) | (631) | (825) |
| À l'étranger, excluant les pays en développement | (81) | (229) | (29) | (28) | (124) |
| Risques à l'égard des pays en développement | – | (4) | (325) | (10) | (186) |
| | (839) | (1 072) | (836) | (669) | (1 135) |
| Recouvrements | | | | | |
| Au Canada | | | | | |
| Prêts hypothécaires résidentiels | – | 2 | 6 | 9 | 11 |
| Prêts aux particuliers | 44 | 31 | 26 | 21 | 21 |
| Prêts sur cartes de crédit | 48 | 10 | 24 | 32 | 28 |
| Prêts aux entreprises et aux gouvernements | 48 | 66 | 80 | 62 | 65 |
| | 140 | 109 | 136 | 124 | 125 |
| À l'étranger | 22 | 5 | 8 | 17 | 9 |
| | 162 | 114 | 144 | 141 | 134 |
| Radiations nettes | (677) | (958) | (692) | (528) | (1 001) |
| Ajustements | 61 | 32 | 65 | 31 | (3) |
| Provision cumulative à la fin | 1 975 \$ | 1 900 \$ | 2 066 \$ | 2 118 \$ | 2 235 \$ |
| Radiations nettes (excluant les pays en développement), en pourcentage de la moyenne des prêts | 0,42 % | 0,61 % | 0,24 % | 0,36 % | 0,64 % |
| Radiations nettes, en pourcentage de la moyenne des prêts | 0,42 % | 0,62 % | 0,45 % | 0,37 % | 0,79 % |
| Attribution de la provision cumulative (1) | | | | | |
| Au Canada | | | | | |
| Prêts hypothécaires résidentiels | 46 \$ | 53 \$ | 50 \$ | 52 \$ | 65 \$ |
| Prêts aux particuliers | 403 | 344 | 156 | 92 | 77 |
| Prêts sur cartes de crédit | 88 | 60 | – | – | – |
| Prêts aux entreprises et aux gouvernements | 664 | 748 | 604 | 562 | 775 |
| | 1 201 | 1 205 | 810 | 706 | 917 |
| À l'étranger | 333 | 389 | 366 | 313 | 258 |
| Provision cumulative attribuée pour pertes sur prêts (2) | 1 534 | 1 594 | s.o. | s.o. | s.o. |
| Provision cumulative non attribuée pour pertes sur prêts (2) | 337 | 290 | s.o. | s.o. | s.o. |
| Total de la provision cumulative pour pertes sur prêts | 1 871 | 1 884 | 2 026 | 1 769 | 1 875 |
| Provision cumulative pour engagements hors bilan et autres (3) | 98 | – | – | – | – |
| Provision cumulative pour titres exonérés d'impôt | 6 | 16 | 40 | 30 | 34 |
| Provision cumulative à l'égard des risques-pays (titres) | – | – | – | 319 | 326 |
| Total de la provision cumulative pour pertes sur créances | 1 975 \$ | 1 900 \$ | 2 066 \$ | 2 118 \$ | 2 235 \$ |
| Répartition de la provision cumulative | | | | | |
| Provisions cumulatives spécifiques attribuées | 747 \$ | 786 \$ | 1 176 \$ | 932 \$ | 1 091 \$ |
| Provisions cumulatives à l'égard des risques-pays attribuées | 28 | 34 | 40 | 436 | 444 |
| Provision cumulative générale attribuée (2) | 863 | 790 | s.o. | s.o. | s.o. |
| Total de la provision cumulative attribuée pour pertes sur créances (2) | 1 638 | 1 610 | s.o. | s.o. | s.o. |
| Provision cumulative non attribuée pour pertes sur créances (2) | 337 | 290 | s.o. | s.o. | s.o. |
| Total de la provision cumulative pour pertes sur créances | 1 975 \$ | 1 900 \$ | 2 066 \$ | 2 118 \$ | 2 235 \$ |
| Pourcentage des prêts par rapport au total des prêts | | | | | |
| Au Canada | | | | | |
| Prêts hypothécaires résidentiels | 37 % | 38 % | 36 % | 35 % | 36 % |
| Prêts aux particuliers | 16 | 16 | 14 | 14 | 13 |
| Prêts sur cartes de crédit | 3 | 2 | 1 | 2 | 3 |
| Prêts aux entreprises et aux gouvernements | 28 | 28 | 28 | 28 | 30 |
| | 84 | 84 | 79 | 79 | 82 |
| À l'étranger | 16 | 16 | 21 | 21 | 18 |
| Total | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % | 100 % |
| Provision cumulative pour pertes sur prêts, en pourcentage du total des prêts (y compris les acceptations de banque) | 1,1 % | 1,2 % | 1,3 % | 1,2 % | 1,4 % |
| Provision cumulative pour pertes sur prêts, en pourcentage du total des prêts (y compris les acceptations de banque) et des conventions de revente | 1,0 % | 1,1 % | 1,1 % | 1,1 % | 1,3 % |
| Provision cumulative pour pertes sur prêts, en pourcentage des prêts à intérêts non comptabilisés (ratio de couverture), excluant les pays en développement | 112 % | 112 % | 103 % | 94 % | 77 % |

(1) En raison d'un changement de méthode adopté en 1999, la provision cumulative pour pertes sur prêts en 2000 et en 1999 comprend les montants de la provision cumulative générale attribuée, qui ont été répartis entre les catégories de prêts. Ces montants totalisent 765 millions de dollars (790 millions en 1999) et ont été répartis comme suit : au Canada – prêts hypothécaires résidentiels, 18 millions de dollars (11 millions en 1999); prêts aux particuliers, 207 millions (174 millions en 1999); prêts sur cartes de crédit, 88 millions (60 millions en 1999); prêts aux entreprises et aux gouvernements, 321 millions (370 millions en 1999); à l'étranger, 131 millions (175 millions en 1999). Les montants antérieurs à 1999 ne comprennent pas la provision cumulative générale attribuée.

(2) Avant le 31 octobre 1999, la provision cumulative générale attribuée et la provision cumulative non attribuée totalisaient 850 millions de dollars en 1998, 750 millions en 1997 et 700 millions en 1996; elles n'étaient alors pas séparées en deux composantes.

(3) Au cours de l'exercice 2000, la provision cumulative pour engagements hors bilan et autres a été reclassée au poste Autres passifs. Au cours des exercices précédents, ce montant était inclus dans la provision cumulative pour pertes sur prêts.

Priorité financière : gestion du bilan et du capital

Points saillants

- Forte croissance des prêts à la consommation
- Augmentation des dépôts supérieure à celle de 1999
- Capitaux autogénérés de 1,4 milliard de dollars
- Émission de 1,2 milliard de dollars de débentures subordonnées et de 650 millions en capital innovateur de première catégorie (RBC TruCS)
- Rachat de 19,7 millions d'actions ordinaires, pour un montant de 660 millions de dollars

Comme l'illustre le tableau 18 ci-dessous, les liquidités ont diminué de 3,4 milliards de dollars ou 15 % par rapport à 1999. En 1999, les liquidités avaient été sensiblement augmentées en raison des dérèglements possibles liés au passage à l'an 2000.

Le total des prêts à la consommation (prêts hypothécaires résidentiels, prêts aux particuliers et prêts sur cartes de crédit) a augmenté de 8,5 milliards de dollars, ou 10 %, par rapport à 1999. Les prêts hypothécaires résidentiels ont augmenté de 6 %, et les prêts aux particuliers, de 11 %. Les prêts sur cartes de crédit ont progressé de 2,0 milliards de dollars, soit 75 %, principalement en raison de la décision prise par la Banque, compte tenu des conditions du marché, de réinscrire au bilan consolidé un montant de 1,2 milliard en créances sur cartes de crédit précédemment titrisées financées par

du papier commercial et de l'acquisition en 2000 du portefeuille canadien de cartes de crédit de Bank One, dont la valeur s'élève à 430 millions de dollars. Les prêts aux entreprises et aux gouvernements et les acceptations ont augmenté de 5,3 milliards de dollars ou 8 %. Les prêts en Asie et en Amérique latine ont reculé, comme l'illustre le tableau 21 de la page 47.

Les dépôts ont augmenté de 10 % en 2000, l'augmentation étant presque distribuée également entre les dépôts au Canada et à l'étranger. Les dépôts portant intérêt ont représenté plus des deux tiers de l'augmentation totale. Des renseignements plus détaillés sur les dépôts se trouvent au tableau 25 de la page 52.

L'évolution du capital est analysée à la page 42.

Tableau 18 : Croissance des éléments du bilan

(en millions de dollars canadiens)

| | 2000 | | 1999 | |
|--|------------------|------------|------------------|-------------|
| Composantes de la croissance de l'actif par rapport à l'exercice précédent | | | | |
| Liquidités | (3 436)\$ | (15)% | 6 647 \$ | 41 % |
| Valeurs mobilières (1) | 7 527 | 14 | 10 198 | 24 |
| Biens acquis en vertu de conventions de revente | (1 969) | (10) | 365 | 2 |
| Prêts | | | | |
| Prêts hypothécaires résidentiels (1) | 3 742 | 6 | 2 774 | 5 |
| Prêts aux particuliers | 2 764 | 11 | 2 494 | 11 |
| Prêts sur cartes de crédit | 2 000 | 75 | 721 | 37 |
| Prêts aux entreprises et aux gouvernements | 5 256 | 8 | (9 331) | (12) |
| | 13 762 | 9 | (3 342) | (2) |
| Provision cumulative pour pertes sur prêts | 13 | 1 | 142 | 7 |
| | 13 775 | 9 | (3 200) | (2) |
| Autres actifs | 4 859 | 19 | (21 786) | (46) |
| Variation totale par rapport à l'exercice précédent | 20 756 \$ | 8 % | (7 776)\$ | (3)% |
| Composantes de la croissance du passif et des capitaux propres par rapport à l'exercice précédent | | | | |
| Dépôts | | | | |
| Au Canada | | | | |
| Ne portant pas intérêt | 5 135 \$ | 30 % | 2 493 \$ | 17 % |
| Portant intérêt | 3 683 | 3 | 3 280 | 3 |
| À l'étranger | | | | |
| Ne portant pas intérêt | 197 | 30 | 236 | 55 |
| Portant intérêt | 9 325 | 16 | 1 883 | 3 |
| | 18 340 | 10 | 7 892 | 4 |
| Autres passifs | (302) | – | (16 331) | (19) |
| Débentures subordonnées | 1 229 | 27 | 509 | 12 |
| Part des actionnaires sans contrôle | 600 | 583 | (396) | (79) |
| Capitaux propres | 889 | 7 | 550 | 5 |
| Variation totale par rapport à l'exercice précédent | 20 756 \$ | 8 % | (7 776)\$ | (3)% |

(1) Réflète des soldes hypothécaires titrisés de 0,5 milliard de dollars (3,2 milliards en 1999) et transférés aux valeurs mobilières.

Perspectives

- La Banque prévoit une croissance des prêts à la consommation en 2001; cette croissance devrait demeurer solide, bien que plus modérée qu'en 2000

Gestion du capital

La gestion du capital exige l'établissement d'un équilibre entre la volonté de maintenir de solides ratios de capital concurrentiels, le désir de conserver des cotes de crédit élevées et la ferme détermination de fournir également des rendements supérieurs aux actionnaires. Pour y arriver, la Banque doit tenir compte des niveaux prévus de l'actif ajusté en fonction des risques et des actifs au bilan, des projets d'investissement futurs ainsi que des coûts et des modalités liés aux émissions de capitaux actuelles et éventuelles.

La Banque s'est engagée à maintenir d'excellents ratios de capital en continuant de générer une quantité appréciable de capitaux à l'interne, en émettant des instruments de capital, lorsque cela est approprié, et en assurant une croissance contrôlée de l'actif ajusté en fonction des risques.

Capital figurant au bilan

Le capital total figurant au bilan, qui comprend les capitaux propres et les débetures subordonnées, s'élevait à 19,1 milliards de dollars au 31 octobre 2000, en hausse de 2,1 milliards par rapport à l'an dernier. Cette augmentation s'explique surtout par les capitaux autogénérés qui s'élèvent à 1,4 milliard de dollars, et par l'émission nette de 0,6 milliard de capitaux en 2000.

La Banque a émis 500 millions de dollars et 700 millions de dollars de débetures subordonnées, en janvier 2000 et en août 2000 respectivement. Les débetures venues à échéance ont totalisé 20 millions de dollars au cours de l'exercice.

En avril 2000, la Banque a émis 50 millions de dollars d'actions ordinaires par suite de la conversion des actions ordinaires de catégorie C de Royal Bank DS Holding Inc., la filiale en propriété exclusive de la Banque, qui avaient été émises le 1^{er} novembre 1996 dans le cadre de l'acquisition de Richardson Greenshields.

En juillet 2000, la Banque a émis 650 millions de dollars de RBC TruCS (un type innovateur de capital de première catégorie) qui sont comptabilisés à titre de part des actionnaires sans contrôle dans des filiales et inclus dans le bilan consolidé.

Le 23 février 2000, la Banque a reçu de la bourse l'autorisation de modifier son offre publique de rachat dans le cours normal de ses activités, augmentant le nombre d'actions ordinaires pouvant être rachetées durant la période de douze mois se terminant le 23 juin 2000 de 3,5 % à 6,0 % de ses actions ordinaires en circulation en juin 1999 (date à laquelle le programme de rachat a été mis en œuvre), ou à 37,4 millions d'actions. À la conclusion de l'offre publique de rachat dans le cours normal de ses activités, en juin 2000, la Banque avait racheté 30,2 millions d'actions ordinaires depuis juin 1999, pour un montant de 990 millions de dollars environ. De ce total, 19,7 millions d'actions ordinaires ont été rachetées en 2000, pour un montant approximatif de 660 millions de dollars.

En août 2000, la Banque a déclaré un dividende en actions de une action ordinaire pour chaque action ordinaire en circulation. L'effet de cette opération est le même qu'une division d'actions ordinaires de la Banque à raison de deux actions pour une. Les actions ordinaires ont commencé à être négociées (après le dividende en actions) le 25 septembre 2000 (date de clôture des registres) à la Bourse de Toronto et à la Bourse suisse, le 26 septembre 2000 à la Bourse de Londres et le 6 octobre 2000 à la Bourse de New York.

Les dividendes sur actions ordinaires ont représenté 689 millions de dollars, en hausse de 101 millions par rapport à 1999, et les dividendes sur actions privilégiées se sont élevés à 134 millions, en baisse de 23 millions. La Banque a majoré son dividende trimestriel sur actions ordinaires à deux reprises au cours de l'exercice, pour une augmentation totale de 25 %, ce dividende étant passé de 0,24 \$ à 0,30 \$. Le ratio de distribution (les dividendes sur actions ordinaires exprimés en pourcentage du bénéfice net moins les dividendes sur actions privilégiées) a atteint 33 % en 2000 et 37 % en 1999. Le ratio de distribution cible de la Banque se situe entre 30 % et 40 %.

Le 28 septembre 2000, la Banque a annoncé qu'elle avait signé une entente de fusion définitive avec Dain Rauscher Corporation (décrite à la page 6). La Banque avait alors mentionné qu'elle émettrait environ 500 millions de dollars d'actions ordinaires, un montant maximal de 750 millions de capital innovateur de première catégorie, et des débetures subordonnées. Par la suite, le 6 décembre 2000, la Banque a émis pour un montant de 750 millions de dollars de capital innovateur de première catégorie (RBC TruCS). De plus, la Banque a annoncé le 30 novembre 2000 qu'elle avait déposé un prospectus provisoire visant l'émission d'actions ordinaires.

Capital réglementaire

La solidité du capital des banques canadiennes est réglementée suivant les lignes directrices établies par le Surintendant des institutions financières Canada (BSIF) fondées sur les normes de la Banque des règlements internationaux (BRI) et sur l'information financière établie conformément aux PCGR au Canada.

Le capital réglementaire, qui diffère du capital figurant au bilan consolidé, est composé de deux catégories. Le capital de première catégorie comprend les éléments de capital plus permanents que ceux de deuxième catégorie. Les composantes des deux catégories sont présentées au tableau 19 de la page 43.

Les ratios de capital réglementaire sont calculés en divisant le capital de première catégorie et le capital total par l'actif ajusté en fonction des risques. L'actif ajusté en fonction des risques présenté au tableau 20 de la page 44 est déterminé en appliquant des coefficients de pondération des risques aux actifs figurant au bilan et aux instruments financiers hors bilan en fonction du risque de crédit relatif de la contrepartie. L'actif ajusté en fonction des risques comprend également un montant au titre du risque de marché lié au portefeuille de négociation de la Banque.

La Banque a pour politique de demeurer bien capitalisée afin de fournir un filet de sécurité pour les divers risques auxquels elle est exposée dans le cours de ses affaires. En 1999, le BSIF a établi des objectifs officiels pour le capital à risque visant les institutions de dépôt au Canada. Cet objectif est d'au moins 7 % pour le ratio du capital de première catégorie et d'au moins 10 % pour le ratio du capital total. Au 31 octobre 2000, les ratios du capital de première catégorie et du capital total de la Banque s'établissaient respectivement à 8,6 % et à 12,0 %. Ces ratios étaient de 8,1 % et de 11,2 % au 31 octobre 1999. Comme le mentionne la note 5 du tableau 19 présenté à la page 43, compte tenu de l'acquisition de Dain Rauscher Corporation, de Liberty Life Insurance Company et de Liberty Insurance Services Corporation, de l'émission d'un montant de 500 millions de dollars en actions ordinaires et d'un montant de 750 millions de dollars de capital innovateur de première catégorie, ainsi que de l'adoption de la nouvelle norme comptable relative aux avantages sociaux futurs, les ratios de capital pro forma de la Banque au 31 octobre 2000 auraient été les suivants : ratio des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sur l'actif ajusté en fonction des risques – 7,3 %; ratio du capital de première catégorie – 8,0 %; ratio du capital total – 11,0 %.

La Banque surveille également le ratio des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sur l'actif ajusté en fonction des risques. Ce ratio s'établissait à 7,3 % le 31 octobre 2000, en hausse par rapport à 7,1 % le 31 octobre 1999.

Les ratios de capital de la Banque selon les règles américaines, calculés selon les lignes directrices établies par le Board of Governors of the Federal Reserve System (FRB) et selon l'information financière établie selon les PCGR aux États-Unis, sont présentés au tableau 19, à la page 43.

Événements à venir

En 1999, la BRI a proposé un nouveau cadre de référence pour la suffisance du capital visant à remplacer l'ancien *Accord sur les fonds propres* de 1988 aux termes duquel la Banque est réglementée actuellement. Elle n'en est qu'à l'étape de la discussion, et on s'attend à ce qu'un autre document de consultation soit publié au début de 2001. Il est actuellement difficile d'évaluer l'incidence des modifications proposées sur les exigences réglementaires en matière de capital qui s'appliqueront à la Banque. La mise en œuvre des propositions finales ne devrait pas avoir lieu avant 2002.

Tableau 19 : Ratios de capital (1)

| (en millions de dollars canadiens) | 2000 | 1999 | 1998 |
|--|-------------------|-------------------|-------------------|
| Capital de première catégorie | | | |
| Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires | 11 504 \$ | 10 606 \$ | 9 748 \$ |
| Actions privilégiées à dividende non cumulatif | 2 037 | 2 009 | 2 144 |
| Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales | | | |
| RBC TruCS | 650 | – | – |
| Autres | 23 | 22 | 247 |
| Écart d'acquisition | (647) | (611) | (546) |
| | 13 567 | 12 026 | 11 593 |
| Capital de deuxième catégorie | | | |
| Débitures subordonnées permanentes | 457 | 441 | 463 |
| Autres débitures subordonnées (2) | 5 138 | 4 040 | 3 419 |
| Provision cumulative générale (3) | 1 188 | 1 080 | 850 |
| Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales | 1 | 2 | 172 |
| | 6 784 | 5 563 | 4 904 |
| Participations dans des filiales non consolidées et participations importantes (4) | (1 307) | (891) | (17) |
| Capital total | 19 044 \$ | 16 698 \$ | 16 480 \$ |
| Actif ajusté en fonction des risques | 158 364 \$ | 149 078 \$ | 157 064 \$ |
| Ratios de capital (5) | | | |
| Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sur l'actif ajusté en fonction des risques | 7,3 % | 7,1 % | 6,2 % |
| Capital de première catégorie sur l'actif ajusté en fonction des risques | 8,6 % | 8,1 % | 7,4 % |
| Capital total sur l'actif ajusté en fonction des risques | 12,0 % | 11,2 % | 10,5 % |
| Coefficient actif – capital (6) | 15,3 | 16,5 | 16,7 |
| En vertu des règles aux États-Unis (5), (7) | | | |
| Capital de première catégorie sur l'actif ajusté en fonction des risques | 7,8 % | 7,6 % | 6,8 % |
| Capital total sur l'actif ajusté en fonction des risques | 11,3 % | 10,7 % | 10,1 % |
| Ratio capitaux propres – actif (8) | 4,5 % | 4,6 % | 4,3 % |
| Ratio de levier – capital de première catégorie (9) | 4,2 % | 4,1 % | 4,0 % |

(1) Établi selon les lignes directrices fournies par le Surintendant des institutions financières Canada qui sont fondées sur les normes établies par la Banque des règlements internationaux, et selon l'information financière préparée en vertu des PCGR au Canada.

(2) Les débitures subordonnées dont l'échéance survient dans moins de cinq ans doivent être amorties selon la méthode linéaire sur l'échéance résiduelle jusqu'à leur élimination et sont, par conséquent, incluses dans ce tableau à leur valeur non amortie.

(3) La provision cumulative générale pour pertes sur créances peut être incluse dans le capital de deuxième catégorie jusqu'à concurrence de 0,75 % de l'actif ajusté en fonction des risques. Le 27 octobre 2000, la Banque a conclu une entente de cinq ans avec un réassureur coté AAA. Aux termes de cette entente, le réassureur devra, si la provision cumulative générale pour pertes sur créances baisse en deçà d'un niveau déterminé, acheter jusqu'à 200 millions de dollars d'actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif au cours du marché du 27 octobre 2000. La direction estime que si ces actions étaient émises aujourd'hui, elles seraient admissibles à titre de capital de première catégorie.

(4) Se rapporte principalement aux participations dans des filiales d'assurance (960 millions de dollars en 2000) qui sont exclues de l'actif ajusté en fonction des risques du capital total depuis 1999. Si ce traitement avait été effectué en 1998, le ratio du capital total sur l'actif ajusté en fonction des risques au cours de cet exercice aurait diminué de 0,2 % en vertu à la fois des règles au Canada et aux États-Unis. Ce montant comprend également une protection de premier niveau contre les pertes de 5 millions de dollars en 2000.

(5) Le 28 septembre 2000, la Banque et Dain Rauscher Corporation ont annoncé la signature d'une convention de fusion définitive (se reporter à la note 12 des états financiers consolidés), ce qui aura pour effet d'augmenter l'actif ajusté en fonction des risques d'environ 2,3 milliards de dollars US et de réduire le capital de première catégorie d'environ 947 millions de dollars US. Le 1^{er} novembre 2000, la Banque a adopté les nouvelles normes comptables relatives aux avantages sociaux futurs (se reporter à la note 1 des états financiers consolidés préparés en vertu des PCGR au Canada), ce qui aura pour incidence de réduire le capital de première catégorie de 221 millions de dollars au cours du premier trimestre de 2001. Le 1^{er} novembre 2000, la Banque a fait l'acquisition de Liberty Life Insurance Company et de Liberty Insurance Services Corporation (se reporter à la note 12 des états financiers consolidés), ce qui aura pour incidence de réduire le capital total de 580 millions de dollars US. Le 6 décembre 2000, la Banque a émis du capital innovateur de première catégorie (RBC TruCS) pour un montant de 750 millions de dollars. Le 30 novembre 2000, la Banque a déposé un prospectus provisoire visant l'émission d'actions ordinaires pour un montant de 500 millions de dollars, ce qui aura pour effet d'augmenter le capital de première catégorie du même montant. Si ces cinq opérations avaient été effectuées en date du 31 octobre 2000, les ratios de capital pro forma auraient été les suivants (en présumant l'émission d'actions ordinaires pour un montant de 500 millions de dollars) : ratio des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sur l'actif ajusté en fonction des risques – 7,3 %; ratio du capital de première catégorie – 8,0 %; ratio du capital total – 11,0 %. Selon les lignes directrices du Board of Governors of the Federal Reserve System des États-Unis et l'information financière préparée en vertu des PCGR aux États-Unis, les ratios de capital pro forma auraient été les suivants : ratio du capital de première catégorie – 7,5 % et ratio du capital total – 10,4 %.

(6) Total de l'actif et des instruments financiers hors bilan désignés, conformément aux lignes directrices du Surintendant des institutions financières Canada, divisé par le capital total.

(7) Établi selon les lignes directrices du Board of Governors of the Federal Reserve System des États-Unis et l'information financière préparée en vertu des PCGR aux États-Unis.

(8) Moyenne du total des capitaux propres divisée par la moyenne du total de l'actif.

(9) Capital de première catégorie divisé par l'actif moyen ajusté, déduction faite de la provision cumulative pour pertes sur créances (comprend les montants bruts se rapportant aux produits dérivés, l'écart d'acquisition et les actifs d'impôts reportés).

Tableau 20 : Actif ajusté en fonction des risques (1)

| (en millions de dollars canadiens) | Montant au bilan | Taux de pondération des principaux risques (2) | Solde ajusté en fonction des risques | | | |
|---|------------------------|---|---|------------|------------|------------|
| | | | 2000 | 1999 | | |
| Actif au bilan | | | | | | |
| Liquidités | 19 606 \$ | 20 % | 2 763 \$ | 3 785 \$ | | |
| Valeurs mobilières | | | | | | |
| Émises ou garanties par le gouvernement canadien ou d'autres gouvernements de pays membres de l'OCDE | 20 925 | 0 % | 28 | 23 | | |
| Autres | 36 085 | 100 % | 4 081 | 4 379 | | |
| Prêts hypothécaires résidentiels (3) | | | | | | |
| Assurés | 30 491 | 0 % | 375 | 362 | | |
| Ordinaires | 32 446 | 50 % | 17 008 | 15 979 | | |
| Autres prêts et acceptations de banque (3) | | | | | | |
| Émis ou garantis par le gouvernement canadien ou d'autres gouvernements de pays membres de l'OCDE | 12 700 | 0 % | 1 221 | 1 119 | | |
| Autres | 108 638 | 100 % | 89 523 | 78 206 | | |
| Autres actifs | 28 849 | 0 % | 4 664 | 5 596 | | |
| | 289 740 \$ | | 119 663 \$ | 109 449 \$ | | |
| | | | | | | |
| | Montant contractuel | Facteur de conversion de crédit | Équivalent- crédit | | | |
| Instruments financiers hors bilan | | | | | | |
| Instruments de crédit | | | | | | |
| Garanties et lettres de crédit de soutien | | | | | | |
| Financières | 10 402 \$ | 100 % | 10 402 \$ | 100 % | 8 758 \$ | 9 399 \$ |
| Non financières | 3 256 | 50 % | 1 628 | 100 % | 1 626 | 1 311 |
| Lettres de crédit documentaire | 456 | 20 % | 91 | 100 % | 86 | 107 |
| Prêts de titres | 20 333 | 100 % | 20 333 | 0 % | 417 | 313 |
| Engagements de crédit | | | | | | |
| Échéance initiale d'un an ou moins | 97 966 | 0 % | – | 0 % | – | – |
| Échéance initiale supérieure à un an | 41 599 | 50 % | 20 799 | 100 % | 18 856 | 21 606 |
| Facilités d'émission d'effets/Facilités de prise ferme renouvelables | 155 | 50 % | 77 | 100 % | 77 | 63 |
| | 174 167 \$ | | 53 330 \$ | | 29 820 \$ | 32 799 \$ |
| | | | | | | |
| | Capital nominal | Coût de remplacement brut positif (5) | Équivalent- crédit (6) | | | |
| Produits dérivés (4) | | | | | | |
| Contrats de taux d'intérêt | | | | | | |
| Contrats de garantie de taux | 16 518 \$ | 7 \$ | 10 \$ | 20 % | 3 \$ | 2 \$ |
| Swaps | 530 652 | 4 517 | 7 288 | 20 % | 1 892 | 1 769 |
| Options achetées | 31 695 | 168 | 264 | 20 % | 61 | 120 |
| | 578 865 | 4 692 | 7 562 | | 1 956 | 1 891 |
| Contrats de change | | | | | | |
| Contrats à terme de gré à gré | 554 867 | 10 878 | 16 943 | 20 % | 4 741 | 3 820 |
| Swaps | 63 048 | 2 636 | 5 421 | 20 % | 1 198 | 799 |
| Options achetées | 47 400 | 934 | 1 494 | 20 % | 452 | 360 |
| | 665 315 | 14 448 | 23 858 | | 6 391 | 4 979 |
| Autres contrats (7) | 14 227 | 1 423 | 2 208 | 50 % | 772 | 401 |
| Total des produits dérivés avant compensation | 1 258 407 \$ | 20 563 | 33 628 | | 9 119 | 7 271 |
| Incidence des accords généraux de compensation | | (10 498) | (14 934) | | (3 713) | (2 946) |
| Total des produits dérivés après compensation | | 10 065 \$ | 18 694 | | 5 406 | 4 325 |
| Total des instruments financiers hors bilan | | | 72 024 \$ | | 35 226 \$ | 37 124 \$ |
| Risque de marché général | | | | | 3 475 | 2 505 |
| Total de l'actif ajusté en fonction des risques | | | | | 158 364 \$ | 149 078 \$ |

(1) Établi selon les lignes directrices du Surintendant des institutions financières Canada qui sont fondées sur les normes établies par la Banque des règlements internationaux et l'information financière préparée en vertu des PCGR au Canada.

(2) Représente le principal taux de pondération des risques de contrepartie pour cette catégorie.

(3) Les montants sont présentés déduction faite de la provision cumulative pour pertes sur prêts.

(4) Les contrats à terme standardisés et certaines options achetées sont négociés sur des bourses et sont assujettis à des dépôts de garantie obligatoires quotidiens. Ces instruments sont exclus du calcul de l'actif ajusté en fonction des risques, car ils sont réputés ne présenter aucun risque de crédit supplémentaire.

(5) Représente la valeur totale de remplacement actuelle de tous les contrats en cours qui sont en position de gain.

(6) Comprend i) le total de la valeur de remplacement positive de tous les contrats en cours et ii) un montant représentant une évaluation du risque de crédit éventuel.

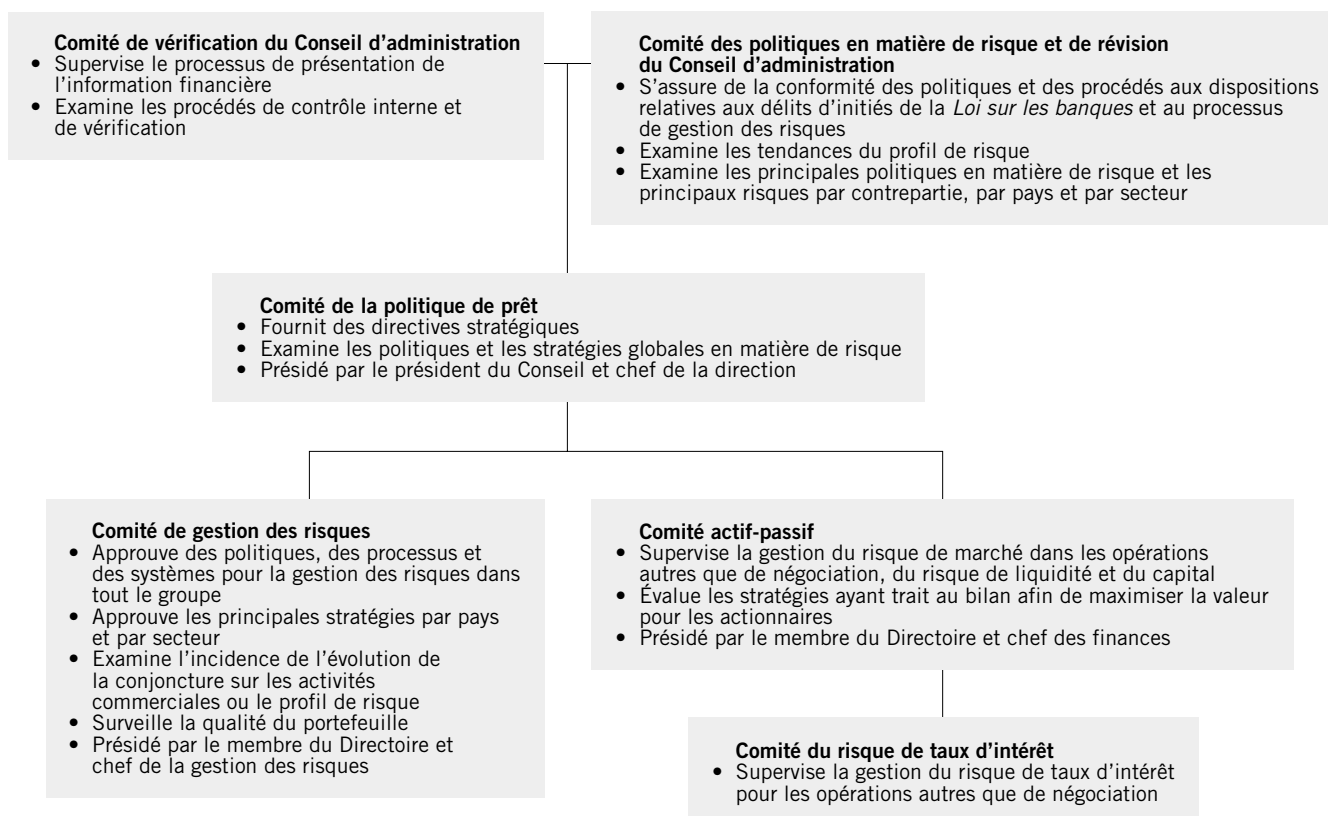
(7) Comprend les contrats sur titres de participation, sur marchandises et sur métaux précieux.

Gestion des risques

Vue générale

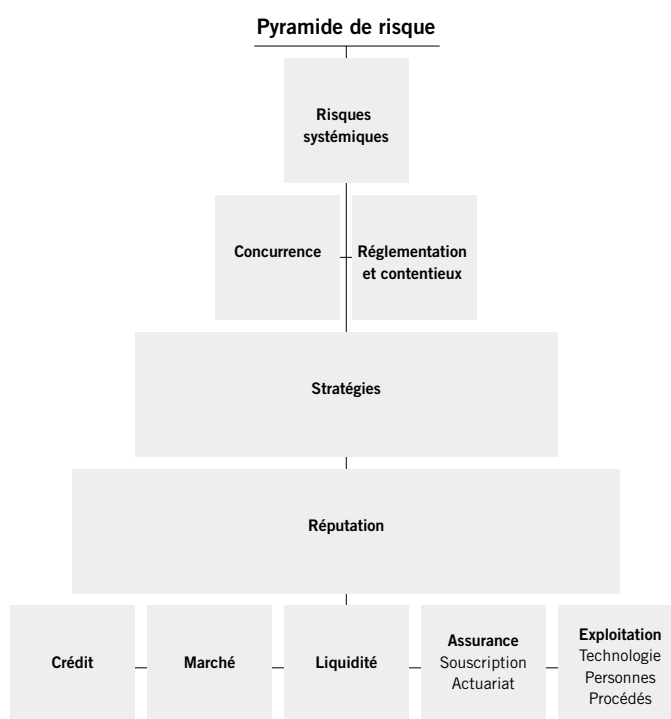
La Banque gère le risque stratégiquement afin d'accroître la valeur pour les actionnaires. La pierre angulaire d'une gestion des risques efficace à la Banque consiste en une solide culture de gestion des risques, qui est étayée par de nombreux processus d'élaboration de stratégies et de politiques, dirigés conjointement par les spécialistes de la gestion des risques et les unités. Ce partenariat vise à garantir que la Banque demeure axée stratégiquement sur les questions touchant les activités, les risques et les ressources.

Bien que le partenariat soit important, l'indépendance du groupe de la Gestion des risques est essentielle. Le membre du Directoire et chef de la gestion des risques, qui relève directement du président du Conseil et chef de la direction, dirige une fonction globale structurée de façon à tenir compte des besoins changeants et des initiatives stratégiques de l'organisation. Le processus de gestion des risques bénéficie de la supervision des comités de direction et du Conseil, structurés de la façon suivante :



Introduite en 1996 et modifiée en 2000, la pyramide de risque est le principal outil d'évaluation des risques au sein de la Banque. Elle donne à l'organisation une langue commune qui lui permet d'évaluer les risques liés aux examens d'entreprises, aux nouvelles activités, aux nouveaux produits, aux nouvelles initiatives, aux acquisitions ou aux alliances. La pyramide a initialement été élaborée comme un outil de communication et elle continue d'être utilisée à cet égard.

Les spécialistes de la Gestion des risques travaillent en collaboration avec les unités opérationnelles et fonctionnelles à la détection des risques, puis à leur évaluation, à leur surveillance et à leur gestion. Suivant une méthode de gestion de portefeuille appliquée à l'échelle du groupe, ils utilisent des techniques d'analyse de portefeuille afin d'optimiser le rapport risque-rendement et de garantir une répartition efficace du capital au sein de la Banque.



Gestion du risque de crédit

Le risque de crédit correspond habituellement au risque de perte causée par l'incapacité ou le refus d'une contrepartie de remplir ses obligations de paiement. La distinction par rapport au risque de marché n'est cependant pas évidente, car le risque de crédit peut également être attribuable à la diminution de la valeur marchande causée par la détérioration de la situation financière d'une contrepartie. Un processus de gestion disciplinée du risque de crédit préserve l'indépendance et l'intégrité dans l'évaluation des risques, tout en étant intégré aux processus de gestion des activités. Des politiques et des procédés, qui sont communiqués à toute l'organisation, guident la gestion quotidienne du risque de crédit et constituent une partie essentielle de la culture de l'entreprise.

Sous réserve du principe absolu de la diversification du portefeuille, la Banque met l'accent sur :

- des relations stratégiques et profitables avec les clients, autant actuelles qu'éventuelles
- des secteurs d'activité dans lesquels les sociétés canadiennes jouissent d'un avantage concurrentiel particulier ou dans lesquels la Banque a acquis des compétences spéciales
- des secteurs axés sur les activités qui génèrent un rendement attrayant compte tenu du risque (petites entreprises, secteur public, agriculture)

Les secteurs de la « nouvelle économie » (technologie de l'information, télécommunications et médias) ont généré maintes occasions d'affaires au cours de la dernière année. La Banque a activement participé au financement de fusions et acquisitions et de nouvelles entreprises, tirant parti des occasions de maximiser le rendement tout en appliquant rigoureusement les principes clés en matière de risque de crédit. Étant donné la volatilité des cours des actions des entreprises de haute technologie, il était essentiel de s'assurer que le portefeuille de la Banque ne sera aucunement menacé par de faibles évaluations boursières. Par conséquent, bien qu'un grand nombre de transactions ait été effectué dans ces secteurs, le risque existant n'a augmenté que légèrement.

Au 31 octobre 2000, les prêts consentis par la Banque aux entreprises des secteurs des télécommunications et de la câblodistribution s'élevaient à 4,8 milliards de dollars, et 66 % de ces prêts étaient assortis d'une cote de solvabilité élevée. Les prêts dans le secteur des télécommunications s'établissaient à 3,3 milliards de dollars, dont 63 % étaient assortis d'une cote de solvabilité élevée. Le montant brut des prêts douteux dans les secteurs des télécommunications et de la câblodistribution correspondait à moins de 5 millions de dollars en 2000.

La Banque continue de poursuivre ses activités dans les secteurs où elle a acquis de l'expertise (communications, médias et technologie, services publics et extraction minière). Elle met encore plus l'accent sur le rapport risque-rendement des transactions individuelles et sur l'incidence de ces transactions sur la diversification du portefeuille, et elle prête une attention particulière à l'équilibre approprié entre la « nouvelle économie » et « l'ancienne économie » ou les secteurs des ressources naturelles. La Banque continue de gérer attentivement le risque lié aux secteurs fortement cycliques dont le levier est habituellement élevé (produits forestiers et secteur immobilier commercial).

La Banque a maintenu sa position relativement au risque lié aux marchés naissants. Elle a, dans un degré toutefois moindre que l'an dernier, continué à réduire son risque lié aux marchés naissants de l'Asie (excluant le Japon), de l'Amérique latine, de l'Europe centrale et de l'Europe de l'Est, du Moyen-Orient et de l'Afrique. Son risque dans ces marchés concerne principalement des sociétés qui exercent d'importantes activités en Amérique du Nord et offrent des possibilités de services tarifés dans leur marché intérieur. La Banque a également réduit son risque dans d'autres pays étrangers, car elle met davantage l'accent sur le rapport risque-rendement de chaque client. La Banque n'a pas l'intention d'assumer à elle seule le risque de crédit si une relation d'affaires ne génère pas le rendement global visé.

Parmi les produits qui composent le portefeuille, les prêts traditionnels occupent de moins en moins de place, surtout en ce qui concerne les activités bancaires internationales. L'accent est davantage mis sur des activités de négociation, par exemple le change, les swaps, les options, les produits dérivés sur actions et les produits à revenu fixe. Les opérations sont effectuées par des équipes spécialisées à Toronto, à New York, à Londres et à Sydney. Des services administratifs indépendants sur place veillent à ce que les lignes directrices en matière de risque soient respectées. La Gestion des risques à Toronto doit approuver les nouveaux produits ou les nouvelles structures après avoir fait une analyse des risques et une évaluation des facteurs de stress. Il y a deux niveaux de contrôle du risque des produits de négociation. Premièrement, les marges de crédit individuelles doivent être approuvées pour chaque contrepartie. Deuxièmement, le niveau global des marges approuvées est limité par groupe de produits, par emplacement de la contrepartie ou par secteur. Ces limites sont particulièrement importantes dans le secteur financier, les banques représentant environ 35 % et les institutions financières autres que les banques représentant 15 % de toutes les autorisations de crédit commercial de la Banque.

Grande entreprise et marchés des capitaux

En ce qui concerne les grandes entreprises clientes, la Banque aborde la gestion des risques selon une approche stratégique. Cette approche comporte des limites stratégiques prévisionnelles pour des secteurs, des pays et des clients fondées sur l'analyse des risques, les occasions d'affaires et le degré de risque que la Banque désire assumer. Au cours de l'exercice écoulé, la Banque a continué à rééquilibrer le portefeuille en insistant davantage sur des secteurs d'activité précis revêtant une importance stratégique à l'échelle mondiale et des clients principaux, et en diminuant les risques sur certains marchés internationaux. La gestion du portefeuille joue toujours un rôle de plus en plus grand dans l'optimisation du rapport risque-rendement au moyen de l'élaboration de techniques de modélisation de portefeuille.

Services financiers aux particuliers et aux entreprises

L'économie globale a continué à favoriser la croissance des services aux particuliers et aux entreprises. Des systèmes automatisés d'évaluation par score continuent à être utilisés, et des flux de données y ont été ajoutés afin d'appuyer les fonctions plus perfectionnées de gestion de la qualité du portefeuille, d'établissement des prix en fonction du risque, de tests de sensibilité et d'économies. En 2000, nous avons concentré nos efforts sur la spécialisation par secteur d'activité relativement aux services aux entreprises et nous prévoyons faire de même en 2001, ce qui nous permettra d'améliorer les services que nous offrons à ce marché.

Tableau 21: Prêts (1)

| (en millions de dollars canadiens) | 2000 | 1999 | 1998 | 1997 | 1996 | 2000 | 1996 |
|---|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|----------------|----------------|
| Au Canada | | | | | | | |
| Provinces de l'Atlantique | 9 690 \$ | 8 840 \$ | 8 052 \$ | 7 714 \$ | 7 233 \$ | 5,8 % | 5,4 % |
| Québec | 16 191 | 14 936 | 14 066 | 14 758 | 14 780 | 9,6 | 11,1 |
| Ontario | 60 999 | 54 724 | 51 977 | 48 717 | 45 268 | 36,4 | 33,9 |
| Provinces des Prairies | 29 402 | 25 521 | 23 288 | 22 150 | 17 814 | 17,5 | 13,3 |
| Colombie-Britannique | 25 118 | 23 141 | 22 295 | 21 646 | 19 782 | 15,0 | 14,8 |
| Total au Canada | 141 400 | 127 162 | 119 678 | 114 985 | 104 877 | 84,3 | 78,5 |
| À l'étranger | | | | | | | |
| États-Unis | 13 415 | 13 060 | 13 717 | 12 725 | 10 540 | 8,0 | 7,9 |
| Europe, Moyen-Orient et Afrique | 6 544 | 6 617 | 13 174 | 11 763 | 9 855 | 3,9 | 7,4 |
| Antilles | 2 059 | 1 502 | 1 573 | 1 274 | 1 104 | 1,2 | 0,8 |
| Amérique latine | 1 842 | 2 309 | 3 875 | 3 493 | 2 162 | 1,1 | 1,6 |
| Asie | 1 781 | 2 417 | 4 550 | 5 372 | 5 033 | 1,1 | 3,7 |
| Australie et Nouvelle-Zélande | 771 | 983 | 825 | 343 | 72 | 0,4 | 0,1 |
| Total à l'étranger | 26 412 | 26 888 | 37 714 | 34 970 | 28 766 | 15,7 | 21,5 |
| Total des prêts | 167 812 | 154 050 | 157 392 | 149 955 | 133 643 | 100,0 % | 100,0 % |
| Provision cumulative pour pertes sur prêts | (1 871) | (1 884) | (2 026) | (1 769) | (1 875) | | |
| Total | 165 941 \$ | 152 166 \$ | 155 366 \$ | 148 186 \$ | 131 768 \$ | | |
| Au Canada | | | | | | | |
| Particuliers | | | | | | | |
| Prêts hypothécaires résidentiels | 61 444 \$ | 58 524 \$ | 55 836 \$ | 52 835 \$ | 47 613 \$ | 36,6 % | 35,6 % |
| Prêts aux particuliers | 27 207 | 24 353 | 21 814 | 20 214 | 17 817 | 16,2 | 13,3 |
| Prêts sur cartes de crédit | 4 666 | 2 666 | 1 945 | 2 324 | 3 522 | 2,8 | 2,7 |
| | 93 317 | 85 543 | 79 595 | 75 373 | 68 952 | 55,6 | 51,6 |
| Prêts aux entreprises et aux gouvernements et acceptations de banque | | | | | | | |
| Petites et moyennes entreprises | 11 701 | 10 334 | 8 452 | 7 325 | 6 555 | 7,0 | 4,9 |
| Exploitations agricoles | 4 931 | 4 217 | 3 851 | 3 479 | 2 988 | 2,9 | 2,2 |
| Services publics | 3 754 | 3 350 | 3 442 | 3 845 | 2 349 | 2,2 | 1,8 |
| Prêts hypothécaires commerciaux | 2 961 | 2 635 | 2 434 | 2 392 | 2 166 | 1,8 | 1,6 |
| Biens de consommation | 2 874 | 2 086 | 2 802 | 2 787 | 2 813 | 1,7 | 2,1 |
| Secteur immobilier commercial | 2 594 | 2 400 | 2 523 | 2 872 | 3 285 | 1,6 | 2,5 |
| Produits industriels | 2 470 | 2 301 | 2 241 | 2 137 | 1 948 | 1,5 | 1,5 |
| Technologies de l'information et médias | 2 338 | 1 851 | 1 524 | 1 340 | 1 331 | 1,4 | 1,0 |
| Services financiers | 2 218 | 1 567 | 1 718 | 1 976 | 1 678 | 1,3 | 1,2 |
| Transport et environnement | 1 519 | 1 562 | 1 392 | 1 481 | 1 903 | 0,9 | 1,4 |
| Gouvernements | 1 385 | 2 105 | 1 951 | 1 575 | 1 891 | 0,8 | 1,4 |
| Industrie forestière | 1 362 | 1 151 | 1 728 | 1 976 | 1 856 | 0,8 | 1,4 |
| Autres | 7 976 | 6 060 | 6 025 | 6 427 | 5 162 | 4,8 | 3,9 |
| | 48 083 | 41 619 | 40 083 | 39 612 | 35 925 | 28,7 | 26,9 |
| Total au Canada | 141 400 | 127 162 | 119 678 | 114 985 | 104 877 | 84,3 | 78,5 |
| À l'étranger | | | | | | | |
| Particuliers | | | | | | | |
| Prêts hypothécaires résidentiels | 1 540 | 718 | 632 | 534 | 507 | 0,9 | 0,4 |
| Prêts aux particuliers | 812 | 902 | 947 | 650 | 623 | 0,5 | 0,4 |
| | 2 352 | 1 620 | 1 579 | 1 184 | 1 130 | 1,4 | 0,8 |
| Prêts aux entreprises et aux gouvernements et acceptations de banque | | | | | | | |
| Services publics | 3 051 | 3 887 | 4 702 | 3 877 | 2 045 | 1,8 | 1,5 |
| Biens de consommation | 1 111 | 1 411 | 2 756 | 2 365 | 2 518 | 0,7 | 1,9 |
| Secteur immobilier commercial | 271 | 464 | 862 | 926 | 1 078 | 0,2 | 0,8 |
| Produits industriels | 1 749 | 1 325 | 1 881 | 2 589 | 2 633 | 1,0 | 2,0 |
| Technologies de l'information et médias | 4 710 | 3 824 | 5 238 | 4 722 | 3 267 | 2,8 | 2,4 |
| Services financiers | 7 912 | 6 937 | 10 896 | 11 359 | 9 559 | 4,7 | 7,2 |
| Transport et environnement | 1 487 | 1 975 | 2 296 | 1 762 | 1 421 | 0,9 | 1,1 |
| Gouvernements | 167 | 773 | 492 | 622 | 725 | 0,1 | 0,5 |
| Industrie automobile | 513 | 878 | 2 264 | 1 771 | 1 243 | 0,3 | 0,9 |
| Autres | 3 089 | 3 794 | 4 748 | 3 793 | 3 147 | 1,8 | 2,4 |
| | 24 060 | 25 268 | 36 135 | 33 786 | 27 636 | 14,3 | 20,7 |
| Total à l'étranger | 26 412 | 26 888 | 37 714 | 34 970 | 28 766 | 15,7 | 21,5 |
| Total des prêts | 167 812 | 154 050 | 157 392 | 149 955 | 133 643 | 100,0 % | 100,0 % |
| Provision cumulative pour pertes sur prêts | (1 871) | (1 884) | (2 026) | (1 769) | (1 875) | | |
| Total | 165 941 \$ | 152 166 \$ | 155 366 \$ | 148 186 \$ | 131 768 \$ | | |

(1) La répartition est fonction du lieu de résidence de l'emprunteur.

Tableau 22 : Encours à l'étranger (1)

| (en millions de dollars canadiens) | 2000 | | 1999 | | 1998 | |
|--|------------------|------------------------------|-----------|------------------------------|-----------|------------------------------|
| | | Pourcentage de l'actif total | | Pourcentage de l'actif total | | Pourcentage de l'actif total |
| États-Unis – Banques | 5 462 \$ | | 4 208 \$ | | 2 590 \$ | |
| Gouvernement | 889 | | 486 | | 597 | |
| Autres | 30 034 | | 23 865 | | 27 008 | |
| | 36 385 | 12,38 % | 28 559 | 10,45 % | 30 195 | 10,74 % |
| Europe de l'Ouest | | | | | | |
| Royaume-Uni – Banques | 4 347 | | 4 960 | | 4 593 | |
| Gouvernement | 26 | | 79 | | 113 | |
| Autres | 5 791 | | 4 308 | | 5 759 | |
| | 10 164 | 3,46 | 9 347 | 3,42 | 10 465 | 3,72 |
| France – Banques | 2 379 | | 2 082 | | 2 785 | |
| Gouvernement | 45 | | 57 | | 15 | |
| Autres | 1 552 | | 784 | | 1 077 | |
| | 3 976 | 1,35 | 2 923 | 1,07 | 3 877 | 1,38 |
| Allemagne – Banques | 5 471 | | 5 608 | | 5 335 | |
| Gouvernement | 1 | | 291 | | 262 | |
| Autres | 643 | | 268 | | 143 | |
| | 6 115 | 2,08 | 6 167 | 2,26 | 5 740 | 2,04 |
| Pays-Bas | 1 300 | 0,44 | 2 060 | 0,75 | 1 184 | 0,42 |
| Suisse | 1 687 | 0,57 | 2 044 | 0,75 | 1 950 | 0,70 |
| Autres | 4 305 | 1,47 | 4 309 | 1,57 | 3 956 | 1,41 |
| | 27 547 | 9,37 | 26 850 | 9,82 | 27 172 | 9,67 |
| Europe centrale, Europe de l'Est, Moyen-Orient et Afrique | | | | | | |
| Arabie Saoudite | 225 | 0,08 | 255 | 0,09 | 278 | 0,10 |
| Turquie | 109 | 0,04 | 80 | 0,03 | 208 | 0,07 |
| Autres | 311 | 0,10 | 434 | 0,16 | 613 | 0,22 |
| | 645 | 0,22 | 769 | 0,28 | 1 099 | 0,39 |
| Amérique latine | | | | | | |
| Argentine | 324 | 0,11 | 437 | 0,16 | 978 | 0,35 |
| Brésil | 75 | 0,02 | 160 | 0,06 | 584 | 0,21 |
| Chili | 751 | 0,26 | 640 | 0,24 | 851 | 0,30 |
| Colombie | 165 | 0,06 | 229 | 0,08 | 347 | 0,12 |
| Mexique | 343 | 0,12 | 665 | 0,24 | 1 054 | 0,38 |
| Autres | 47 | 0,01 | 43 | 0,02 | 111 | 0,04 |
| | 1 705 | 0,58 | 2 174 | 0,80 | 3 925 | 1,40 |
| Antilles | | | | | | |
| Bahamas | 1 549 | 0,53 | 1 674 | 0,61 | 1 149 | 0,41 |
| Autres | 1 952 | 0,66 | 1 236 | 0,45 | 1 607 | 0,57 |
| | 3 501 | 1,19 | 2 910 | 1,06 | 2 756 | 0,98 |
| Asie | | | | | | |
| Japon – Banques | 634 | | 390 | | 1 073 | |
| Gouvernement | 1 599 | | 625 | | 1 029 | |
| Autres | 1 000 | | 1 256 | | 1 597 | |
| | 3 233 | 1,10 | 2 271 | 0,83 | 3 699 | 1,32 |
| Chine | 31 | 0,01 | 37 | 0,01 | 245 | 0,09 |
| Hong Kong | 19 | 0,01 | 324 | 0,12 | 872 | 0,31 |
| Indonésie | 16 | 0,01 | 94 | 0,03 | 179 | 0,06 |
| Singapour | 336 | 0,11 | 411 | 0,15 | 484 | 0,17 |
| République de Corée | 338 | 0,11 | 462 | 0,17 | 603 | 0,21 |
| Taiwan | 77 | 0,03 | 212 | 0,08 | 898 | 0,32 |
| Thaïlande | 1 | – | 45 | 0,02 | 198 | 0,07 |
| Autres | 44 | 0,01 | 43 | 0,02 | 83 | 0,03 |
| | 4 095 | 1,39 | 3 899 | 1,43 | 7 261 | 2,58 |
| Australie et Nouvelle-Zélande | 1 775 | 0,60 | 2 444 | 0,89 | 1 460 | 0,52 |
| Provision cumulative pour pertes sur prêts (2) | (441) | (0,15) | (389) | (0,14) | (366) | (0,13) |
| Total | 75 212 \$ | 25,58 % | 67 216 \$ | 24,59 % | 73 502 \$ | 26,15 % |

(1) Comprend les actifs suivants, liés à des emprunteurs ou à des clients situés dans un pays étranger : les prêts, les intérêts courus, les acceptations de banque, les dépôts productifs d'intérêt à d'autres banques, les valeurs mobilières, les autres placements productifs d'intérêt et les autres actifs monétaires, y compris les gains nets de réévaluation sur les contrats de change et les produits dérivés. Les encours libellés en monnaie locale, qu'ils soient ou non couverts ou financés par des emprunts libellés en monnaie locale, sont compris dans les encours du pays connexe. Les encours à l'étranger sont présentés en fonction de la région de risque ultime.

(2) La provision cumulative pour pertes sur prêts comprend la provision cumulative à l'égard des risques-pays attribuée et la tranche relative à l'étranger des provisions cumulatives spécifiques attribuées, de la provision cumulative générale attribuée et de la provision cumulative non attribuée.

Risque d'exploitation

Le risque d'exploitation correspond au risque de subir une perte directe ou indirecte en raison de l'inadéquation ou de l'échec des processus, de la technologie, de facteurs humains ou de faits externes. L'incidence peut être une perte financière, une atteinte à la réputation, la perte d'une position concurrentielle ou une réprobation d'ordre réglementaire.

Bien qu'il soit impossible d'éliminer totalement le risque d'exploitation, la Banque s'efforce de le réduire au minimum en s'assurant que l'infrastructure, les contrôles, les systèmes et le personnel formé et compétent appropriés sont en place pour tout le groupe. Des spécialistes chevronnés sont chargés de repérer et de mettre en œuvre les meilleures pratiques de l'industrie dans le domaine de la gestion du risque d'exploitation.

La Banque élabore et met en œuvre de façon proactive de nouvelles méthodes pour la détection, l'évaluation et la gestion du risque d'exploitation.

Au cours de l'exercice, toutes les principales unités d'exploitation ont de nouveau fait l'objet d'un examen visant à déterminer la possibilité que se produisent des faits susceptibles d'entraîner des pertes d'exploitation peu probables mais d'une incidence élevée. L'évaluation des risques a formé la base de la répartition interne du capital eu égard au risque d'exploitation pour l'exercice 2001. Des autoévaluations plus approfondies du risque d'exploitation ont également été effectuées dans un certain nombre d'importantes unités opérationnelles, et ces dernières ont adopté des plans d'action afin de gérer leurs risques de façon plus proactive.

En 2001, la Banque continuera d'améliorer les outils et processus d'évaluation du risque d'exploitation dans toute l'organisation, d'élaborer des méthodes de quantification du risque d'exploitation et d'adopter les meilleures pratiques en matière de gestion des risques.

Risque lié aux affaires électroniques

Les affaires électroniques regroupent différentes cultures, pratiques commerciales et chaînes de valeurs complexes, ainsi que différents processus et talents. À la lumière de ces éléments et compte tenu de la rapidité avec laquelle les affaires électroniques et la technologie évoluent, la Banque veille à demeurer au courant des faits nouveaux concernant les meilleures pratiques du secteur en matière de gestion du risque.

La sécurité, la confidentialité et la gestion de la technologie sont les risques le plus souvent mentionnés, et les tendances au sein de la Banque font l'objet d'une surveillance et d'une gestion attentives. Certains risques uniques et susceptibles d'être élevés sont la planification stratégique/commerciale, la continuité des opérations, la gestion de projets, le recrutement et la rétention de ressources humaines ayant des compétences spécialisées. La Banque reconnaît que l'établissement et la gestion du risque lié aux affaires électroniques constituent un processus en constante évolution et qu'elle ne devra pas se laisser dépasser par l'évolution des modèles de gestion et des occasions d'affaires. En établissant un point de référence pour le risque lié aux affaires électroniques, la Banque compte devenir un leader en matière de régies des affaires électroniques.

Gestion du risque de marché

Le risque de marché correspond au risque que les fluctuations des taux d'intérêt, des taux de change, des cours des actions et des cours des marchandises entraînent des pertes.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt correspond à l'incidence défavorable potentielle des fluctuations des taux d'intérêt sur les résultats et la valeur économique de la Banque. Les principales sources du risque de taux d'intérêt auquel la Banque est exposée sont le risque de décalage dans la modification des taux, le risque d'écart de taux, le risque de base et le risque lié aux options. Le risque de décalage dans la modification des taux survient lorsqu'il y a des décalages ou des écarts dans les montants des actifs et des passifs et des instruments hors bilan dont les échéances ou les dates de modification des taux d'intérêt surviennent au cours d'une période donnée. Ces décalages découlent principalement des préférences des clients en matière d'échéance. Le risque d'écart de taux survient lorsque l'écart de taux change en raison de l'évolution de la perception par le marché de la qualité et de la liquidité du crédit, qu'elles soient générales ou spécifiques. Le risque de base survient lorsque les différentiels de prix entre les divers indices en fonction desquels la Banque établit le prix de ses produits changent. Le risque lié aux options découle de l'incidence des mouvements des taux d'intérêt et du degré de volatilité sur la valeur marchande des options détenues dans les portefeuilles de la Banque.

Risque de change

Le risque de change correspond à l'incidence défavorable potentielle des variations des cours du change sur les résultats et la valeur économique de la Banque. La Banque est exposée au risque de change à la fois sur le marché des opérations de change au comptant et sur celui des contrats de change à terme ainsi que sur le marché des options. Le risque de change sur le marché au comptant survient lorsque la valeur actualisée totale de l'actif dans une devise donnée n'est pas égale à la valeur actualisée totale du passif dans cette même devise. Le risque découlant des contrats de change à terme survient lorsque, pour une devise donnée, le profil des échéances des contrats de change achetés diffère de celui des contrats de change vendus. Le risque lié aux options découle de l'incidence des mouvements des taux d'intérêt et de change ainsi que du taux de volatilité sur la valeur marchande des options faisant partie des portefeuilles de la Banque.

Risque sur actions

Le risque sur actions correspond à l'incidence défavorable potentielle des variations du cours de certaines actions ou de l'évolution générale de la valeur du marché boursier sur les résultats de la Banque. La Banque est exposée au risque sur actions en raison de ses opérations d'achat et de vente d'actions à titre de contrepartiste dans le cadre de ses activités de courtage. Le risque lié aux cours des actions découle également des activités de négociation de la Banque, y compris la conclusion d'opérations de bourse sur mesure concernant les produits dérivés sur actions pour ses clients, les opérations d'arbitrage et la négociation pour son propre compte.

Risque sur marchandises

Le risque sur marchandises correspond à l'incidence défavorable potentielle des variations des cours des marchandises sur les résultats et la valeur économique de la Banque. Le risque sur marchandises de la Banque découle principalement de son exposition aux variations des cours des métaux précieux. Le risque sur marchandises auquel est exposé le portefeuille de négociation de la Banque est minime.

Le niveau du risque de marché auquel la Banque est exposée varie constamment, selon la conjoncture du marché, les mouvements futurs prévus des cours et du marché et la composition des portefeuilles de négociation et autres que de négociation de la Banque. La Banque établit, pour la gestion des risques, des politiques et des plafonds en fonction desquels elle surveille et limite l'exposition au risque de marché découlant de ses activités de négociation et de gestion de l'actif et du passif.

Activités de négociation

Le risque de marché associé aux activités de négociation découle des activités de tenue de marché, de positionnement et de vente et d'arbitrage sur les marchés des devises, des taux d'intérêt, des actions et des marchandises. Le groupe des opérations sur titres de la Banque joue un rôle de premier plan dans la tenue de marché, l'exécution d'opérations qui répondent aux besoins financiers de ses clients et le transfert des risques de marché à l'ensemble du marché financier. La Banque agit également à titre de contrepartiste et adopte des positions de risque de marché en respectant les autorisations accordées par le Conseil. Ce risque est géré principalement au moyen d'une méthodologie de la valeur à risque (VAR).

La VAR est un concept de mesure du risque généralement reconnu qui utilise des modèles statistiques pour calculer, selon un niveau de confiance donné, la perte maximale de valeur marchande que la Banque subirait dans ses portefeuilles de négociation par suite de mouvements défavorables des taux et des cours du marché pendant une journée. La VAR de la Banque est fondée sur un niveau de confiance de 99 % et représente une estimation de la perte maximale que pourrait subir la Banque dans ses portefeuilles de négociation 99 jours sur 100. La Banque utilise une simulation historique des scénarios des 500 jours de négociation précédents pour calculer la VAR de son portefeuille de négociation. Le graphique de la page 50 illustre le rapprochement des revenus de négociation nets quotidiens et des montants de la VAR globale de négociation pour l'exercice terminé le 31 octobre 2000. Le revenu de négociation net correspond à la somme des ajustements à la valeur du marché comptabilisée pour les positions de négociation et du revenu net d'intérêt couru attribuable aux actifs de négociation. Au cours de l'exercice 2000, la Banque n'a pas enregistré un seul jour où les pertes de négociation ont dépassé la VAR.

Tableau 23 : Évaluation des risques de marché – activités de négociation (1)

| (en millions de dollars canadiens) | 2000 | | | | 1999 | | | |
|--|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| | À la fin | Haut | Moyenne | Bas | À la fin | Haut | Moyenne | Bas |
| VAR globale par catégorie de risque important | | | | | | | | |
| Titres de participation | 14 \$ | 22 \$ | 13 \$ | 6 \$ | 9 \$ | 22 \$ | 16 \$ | 7 \$ |
| Change et marchandises | 4 | 11 | 5 | 2 | 6 | 12 | 7 | 4 |
| Taux d'intérêt | 7 | 9 | 5 | 3 | 6 | 11 | 6 | 3 |
| VAR globale (2) | 18 \$ | 24 \$ | 16 \$ | 10 \$ | 13 \$ | 28 \$ | 20 \$ | 10 \$ |

(1) Les montants sont présentés avant impôts et représentent la VAR quotidienne à un niveau de confiance de 99 %.
 (2) La VAR globale reflète la corrélation entre chacune des catégories de risque important et la diversification.

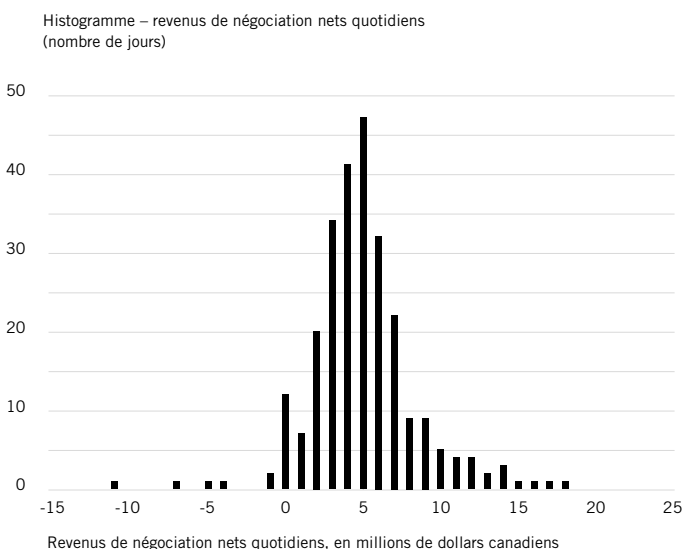
Au cours du dernier exercice, la Banque a élargi sa gamme de produits sur taux d'intérêt afin d'y inclure les produits dérivés de crédit. Ces produits permettent de négocier le risque de crédit indépendamment d'un instrument sous-jacent. Par exemple, le risque de crédit d'une société peut être acquis ou désinvesti par le biais d'un produit dérivé de crédit, sans qu'il soit nécessaire de détenir un prêt ou une obligation de la société. Les produits dérivés de crédit sont l'un des produits de négociation hors cote affichant la croissance la plus rapide. Ces produits sont offerts aux entreprises clientes et aux clients institutionnels, et ils sont également utilisés par la Banque aux fins de la gestion de son portefeuille de prêts.

Le tableau 23 ci-dessus indique la VAR par catégorie de risque important à la fin de l'exercice (haut, moyenne et bas) pour les activités de négociation regroupées de la Banque pour les exercices terminés les 31 octobre 2000 et 1999. Le tableau indique également la VAR globale de la Banque, qui intègre l'incidence de la corrélation dans les mouvements des taux d'intérêt, des cours du change, des cours des actions et des cours des marchandises et les avantages résultant de la diversification au sein du portefeuille de négociation de la Banque.

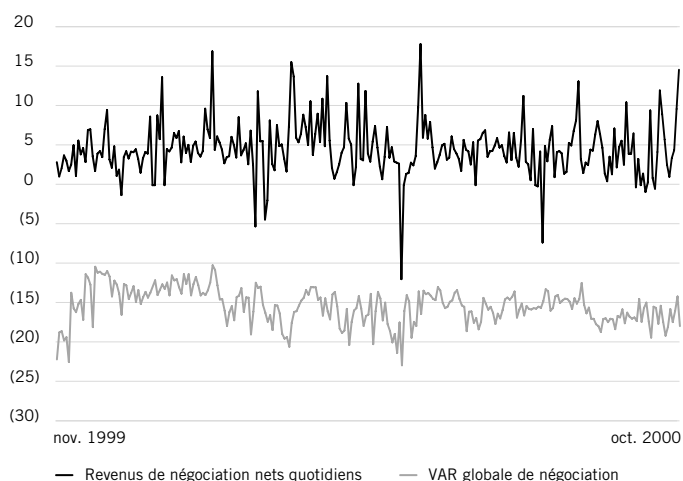
La Banque effectue également une analyse des pertes de négociation potentielles causées par des événements engendrant un stress à titre de contrôle supplémentaire de son risque de marché. À cette fin, elle applique des scénarios historiques et élaborés à l'interne aux positions de négociation quotidiennes afin de surveiller l'incidence de mouvements extrêmes du marché sur la valeur de son portefeuille.

L'unité fonctionnelle du groupe de Gestion des risques, qui est indépendante des activités de négociation, est responsable de la surveillance quotidienne du risque de négociation global. L'unité fonctionnelle utilise la méthodologie VAR de la Banque pour comparer les risques réels aux limites établies, évaluer les tendances globales du risque par rapport au rendement et signaler à la haute direction les tendances ou les positions défavorables. L'unité fonctionnelle établit également et met en œuvre des politiques de mesure du risque et des plafonds détaillés qui s'appliquent aux activités de négociation.

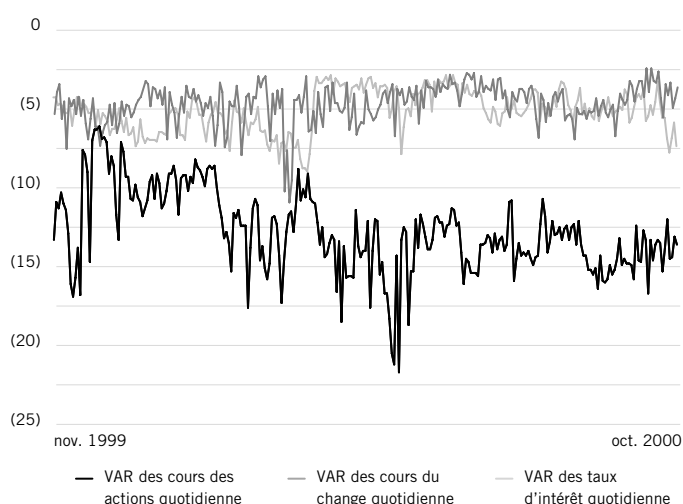
Comme la direction reconnaît que la VAR ne constitue pas une mesure absolue du risque de marché, d'autres plafonds sont également établis pour contrôler les risques de liquidité du marché, l'écart de la position nette, l'échéance et le volume pour tous les produits. Ce cadre de référence global pour la gestion du risque de marché assure une diversification appropriée des risques grâce à l'adoption de politiques globales.



Revenus de négociation nets quotidiens par rapport à la VAR globale de négociation (en millions de dollars canadiens)



VAR globale par catégorie de risque important (en millions de dollars canadiens)



Activités de gestion de l'actif et du passif – portefeuille autre que de négociation de la Banque

Les activités bancaires de base, telles que l'acceptation de dépôts et le crédit, exposent la Banque au risque de marché, surtout sous la forme du risque de taux d'intérêt. Le risque est géré en fonction des plafonds relatifs au risque lié à la valeur économique et au risque lié au revenu net d'intérêt approuvés par le Comité de la politique de prêt. Les plafonds de risque sont fondés sur un mouvement parallèle immédiat et soutenu de 200 points de base des taux pour toutes les échéances. Le risque lié à la valeur économique mesure l'incidence défavorable nette sur la valeur actualisée de l'actif et du passif figurant au bilan et hors bilan. Le plafond établi pour le risque lié à la valeur économique est de 1,1 milliard de dollars, soit environ 10 % des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de la Banque. Le risque lié au revenu net d'intérêt mesure l'incidence défavorable sur le revenu net d'intérêt au cours des douze mois suivants. Le plafond établi pour le risque lié au revenu net d'intérêt est de 300 millions de dollars.

L'unité de Trésorerie générale surveille et gère activement le portefeuille autre que de négociation canadien. En outre, elle supervise un nombre limité d'unités autorisées qui gèrent leur risque de taux d'intérêt à un niveau décennalisé, conformément aux plafonds établis pour ce qui est du risque.

L'objectif de la gestion du portefeuille autre que de négociation canadien consiste à réaliser un équilibre entre l'accroissement du revenu net d'intérêt et la réduction de l'incidence des mouvements défavorables des taux d'intérêt. Afin d'atteindre cet objectif, on ajuste le profil de risque du portefeuille au moyen d'instruments dérivés, principalement des swaps de taux d'intérêt, en tenant compte de la forme de la courbe de rendement, des variations prévues du niveau des taux d'intérêt et du niveau actuel de risque assumé. S'il y a lieu, la Banque achète également des options afin de couvrir certaines des options intégrées inhérentes à certains produits bancaires de dépôt et de prêt. Les options intégrées permettent aux clients de la Banque de modifier le profil des échéances de leurs dépôts ou de leurs prêts. Les options intégrées les plus courantes sont les caractéristiques de rachat anticipé de certains produits de dépôt à terme et les options de remboursement anticipé de certains produits de prêt.

La principale technique analytique utilisée par la Banque pour mesurer le risque lié à la valeur économique et le risque lié au revenu net d'intérêt et gérer le risque de taux d'intérêt applicable au portefeuille autre que de négociation est l'analyse au moyen de scénarios et l'analyse de la position de départ. L'analyse au moyen de scénarios est prospective et permet à la Banque de prévoir le revenu net d'intérêt et d'analyser l'incidence suivant de nombreux scénarios portant sur l'économie et les taux d'intérêt. Elle englobe des hypothèses touchant les stratégies en matière d'établissement des taux, le volume et la composition des nouvelles activités, l'évolution prévue du niveau des taux d'intérêt, celle de la courbe de rendement et d'autres facteurs, tels que l'incidence des options intégrées. L'analyse de la position de départ fournit le cadre de référence pour la mesure du risque lié à la valeur économique et du risque lié au revenu net d'intérêt en fonction de plafonds à un moment dans le temps. Les résultats de l'analyse au moyen de scénarios et de l'analyse de la position de départ aident à déterminer les compromis

risque-rendement des stratégies potentielles en matière de couverture et d'investissement. Cela permet à la Banque de réaliser un équilibre entre l'accroissement du revenu net d'intérêt et l'atténuation du risque de diminution du bénéfice par suite de mouvements défavorables des taux d'intérêt.

Le tableau 24 ci-dessous présente l'incidence potentielle d'une augmentation et d'une diminution de 100 points de base et de 200 points de base des taux d'intérêt touchant le portefeuille autre que de négociation sur la valeur économique et les résultats courants de la Banque. Ces mesures sont fondées sur la position de la Banque en matière de sensibilité aux taux d'intérêt au 31 octobre 2000, y compris toutes les hypothèses relatives à la modification des taux. Ces mesures présument qu'aucune opération de couverture supplémentaire n'est effectuée et que les taux de tous les actifs et passifs sont modifiés selon les montants définis.

La position en matière de sensibilité aux taux d'intérêt au Canada au 31 octobre 2000, compte tenu de toutes les hypothèses relatives à la modification des taux, exprime un point de vue sur les mouvements futurs des taux d'intérêt par rapport à la courbe de rendement actuelle. L'écart a été et est actuellement géré activement de façon à tenir compte de la stabilité relative des taux d'intérêt que l'on constate depuis le milieu de 2000. La Banque est d'avis que les taux d'intérêt à moyen et à long terme ont atteint un plafond cyclique au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2000. Bien qu'une certaine volatilité à court terme soit possible, la Banque prévoit des taux relativement stables ou légèrement à la baisse au cours de l'exercice 2001.

Toutes les mesures du risque de taux d'intérêt décrites dans la présente section sont fondées sur les risques de taux d'intérêt de la Banque à un moment précis. L'exposition aux risques change continuellement suivant les activités commerciales courantes de la Banque et ses initiatives en matière de gestion du risque.

Tableau 24 : Évaluation des risques de marché – activités autres que de négociation

| | 2000 | | 1999 | |
|--------------------------|---------------------------------|--------------------------|---------------------------------|--------------------------|
| | Risque de valeur économique (1) | Revenu net d'intérêt (1) | Risque de valeur économique (1) | Revenu net d'intérêt (1) |
| Augmentation de 100 p.b. | (306)\$ | 71 \$ | (267)\$ | 87 \$ |
| Diminution de 100 p.b. | 241 | (84) | 213 | (91) |
| Augmentation de 200 p.b. | (628)\$ | 129 \$ | (544)\$ | 167 \$ |
| Diminution de 200 p.b. | 473 | (170) | 416 | (217) |

(1) Les montants sont présentés avant impôts et représentent la variation de la valeur économique et du revenu net d'intérêt en raison de la fluctuation des taux d'intérêt au 31 octobre.

Modification des normes comptables relatives aux produits dérivés – FAS 133

Le Financial Accounting Standards Board a publié la norme 133 (*Statement of Financial Accounting Standards*) (*Accounting for Derivative Instruments and Hedging Activities*), norme qui a été subséquemment amendée par la norme FAS 138. La prise d'effet de la norme pour la Banque est le 1^{er} novembre 2000, comme cela est indiqué à la note 1 des états financiers consolidés, à la page 60.

En vertu des conventions comptables actuelles, les produits dérivés utilisés dans les activités de vente et de négociation, ce qui constitue la majorité de tous les produits dérivés auxquels la Banque a recours, sont déjà inscrits au bilan consolidé à leur juste valeur. La norme 133 exigera que tous les autres produits dérivés soient constatés au bilan consolidé à leur juste valeur. Les autres produits dérivés comprennent essentiellement les produits dérivés utilisés dans le cadre des activités de gestion de l'actif et du passif, comme il est indiqué ci-dessus.

Dans le cadre de ses activités de gestion de l'actif et du passif, la Banque s'attachera surtout à effectuer une gestion prudente du risque économique tout en assurant l'efficacité de ses méthodes comptables aux termes de la norme 133. L'adoption de la norme pourrait entraîner une volatilité accrue du bénéfice déclaré et de certains montants figurant au bilan. Il est difficile de prévoir l'envergure de cette volatilité en raison de la nature et de l'importance des produits dérivés utilisés dans les activités de gestion de l'actif et du passif, de la variation des éléments du bilan auxquels les produits dérivés servent de couverture, de la probabilité de futures fluctuations des taux d'intérêt, et de la possible modification des lignes directrices reconnues relativement à l'application de la norme 133. Par conséquent, la Banque ne fournit aucune projection pour ce qui est de la volatilité.

Risque de liquidité

La gestion des liquidités a pour objectif de garantir que la Banque peut obtenir, en temps opportun et de façon rentable, les espèces ou les quasi-espèces nécessaires pour satisfaire à ses obligations. La gestion des liquidités est essentielle pour protéger le capital de la Banque, maintenir la confiance

du marché et garantir que la Banque peut profiter des possibilités d'expansion rentables.

Le cadre de gestion des liquidités de la Banque comprend des politiques à l'égard de plusieurs éléments clés, comme le niveau minimal d'actifs liquides devant être maintenu en tout temps. La Banque a recours à des actifs liquides et à des conventions de rachat et de revente pour gérer ses liquidités à court terme. Les actifs liquides et les biens achetés en vertu de conventions de revente (avant le nantissement – voir le paragraphe suivant) totalisaient 100,7 milliards de dollars ou 34 % du total de l'actif au 31 octobre 2000, comparativement à 98,8 milliards ou 36 % du total de l'actif au 31 octobre 1999. Les actifs liquides en dollars canadiens sont principalement composés de valeurs mobilières négociables, et une grande partie des actifs liquides en devises de la Banque sont confiés à des banques étrangères très bien cotées.

La Banque a également adopté des politiques visant à garantir qu'elle est en mesure de satisfaire aux exigences de nantissement qui peuvent survenir. Au 31 octobre 2000, des actifs d'une valeur de 27,1 milliards de dollars avaient été nantis à titre de garantie, principalement à l'égard des engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat. Pour une analyse plus détaillée, se reporter à la note 12 des états financiers consolidés.

Un autre élément clé du cadre de gestion des liquidités est la gestion des flux de trésorerie. Ce cadre comprend des limites précisant le niveau maximal de sorties nettes de liquidités pour des périodes spécifiées, surtout pour certaines périodes à court terme importantes. Une analyse au moyen de scénarios est effectuée, simulant le comportement présumé des flux de trésorerie en fonction de différentes conditions, afin d'évaluer les besoins de financement, et elle est mise à jour pour tenir compte de l'évolution de la conjoncture, le cas échéant.

Le cadre de référence de la Banque comporte également l'établissement de plans de secours afin d'évaluer la nature et la volatilité des sources de financement et de déterminer des solutions de rechange à ces sources en cas de problème. Ces plans de secours seraient appliqués afin de s'assurer que la Banque est en mesure de respecter ses engagements de financement en cas de perturbation générale du marché ou de conditions économiques défavorables. Les plans sont revus et actualisés au moins une fois par an.

La diversification du financement est un autre élément clé de la gestion des liquidités. Comme il est indiqué au tableau 25 ci-dessous, les dépôts des consommateurs constituent 43 % des dépôts de la Banque, alors qu'ils en représentaient 46 % en 1999. Les dépôts des entreprises et des gouvernements exprimés en pourcentage du total des dépôts sont demeurés inchangés à 46 %. Les dépôts des consommateurs représentent la principale source de dépôts en dollars canadiens, tandis que les dépôts en devises sont principalement effectués par les grandes sociétés et les banques étrangères, y compris les banques centrales. La Banque gère ses liquidités au moyen d'un portefeuille stratégiquement diversifié d'instruments de financement. Elle diversifie ces instruments de financement selon le type et le pays d'origine des déposants, selon l'échéance et au moyen de divers emplacements et de diverses entités juridiques.

En 2000, la Banque a pris diverses mesures pour accroître sa capacité de financement. En premier lieu, elle a augmenté son financement de gros en dollars canadiens et en devises en émettant, dans diverses devises, des billets de dépôt de premier rang totalisant 3 339 millions de dollars. En deuxième lieu, la Banque a émis des débetures subordonnées totalisant 1,2 milliard de dollars

et du capital innovateur de première catégorie totalisant 650 millions, comme il est indiqué dans la section consacrée à la gestion du capital, à la page 42.

Ces nouvelles activités ont renforcé la présence de la Banque au Canada et à l'étranger. Leur utilisation future sera systématiquement évaluée à la lumière de la conjoncture du marché et de leur incidence sur les sources de financement traditionnelles.

La Banque continue à titriser des créances sur cartes de crédit d'une valeur de 1,1 milliard de dollars, financées par des billets à moyen terme. Toutefois, étant donné les conditions du marché, des créances sur cartes de crédit précédemment titrisées d'une valeur de 1,2 milliard de dollars, financées par du papier commercial, ont été réinscrites au bilan. Les créances sur cartes de crédit actuellement financées au bilan continueront à être considérées aux fins de titrisation dans l'avenir et, par conséquent, elles constituent une autre source de financement et une solution aux besoins en capital.

En 2000, la Banque a titrisé des prêts hypothécaires résidentiels d'une valeur de 500 millions de dollars sous forme de titres adossés à des créances hypothécaires, qui sont disponibles pour soutenir la participation de la Banque au système de compensation et de paiement au Canada ou qui peuvent être vendus pour générer des fonds.

Tableau 25 : Dépôts

| (en millions de dollars canadiens) | Dépôts avec retraits à vue | Dépôts à préavis | Dépôts à terme fixe | 2000 | 1999 | 1998 |
|--------------------------------------|----------------------------|------------------|---------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| | | | | Total | Total | Total |
| Particuliers | 6 591 \$ | 26 222 \$ | 56 819 \$ | 89 632 \$ | 87 359 \$ | 85 910 \$ |
| Entreprises et gouvernements | 24 162 | 8 844 | 61 373 | 94 379 | 86 223 | 76 107 |
| Banques | 4 684 | 202 | 17 340 | 22 226 | 14 315 | 17 988 |
| Total | 35 437 \$ | 35 268 \$ | 135 532 \$ | 206 237 \$ | 187 897 \$ | 180 005 \$ |
| Dépôts ne portant pas intérêt | | | | | | |
| Au Canada | | | | 22 011 \$ | 16 876 \$ | 14 383 \$ |
| À l'étranger | | | | 863 | 666 | 430 |
| Dépôts portant intérêt | | | | | | |
| Au Canada | | | | 116 113 | 112 430 | 109 150 |
| À l'étranger | | | | 67 250 | 57 925 | 56 042 |
| Total | | | | 206 237 \$ | 187 897 \$ | 180 005 \$ |

Comparaison des exercices 1999 et 1998

Le texte qui suit constitue une comparaison des résultats d'exploitation de la Banque pour les exercices terminés les 31 octobre 1999 et 1998. Il doit être lu en parallèle avec les états financiers consolidés et les notes complémentaires des pages 53 à 76. Cette partie de l'Analyse par la direction porte sur les résultats déclarés dans les états financiers consolidés et elle n'exclut pas les éléments non récurrents.

Résultats par secteur d'exploitation

Le bénéfice net des Services financiers aux particuliers et aux entreprises a reculé de 4 %, pour s'établir à 935 millions de dollars en 1999. Cette baisse est partiellement imputable à une charge au titre de la restructuration de 50 millions de dollars. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires a fléchi de 680 points de base pour s'établir à 19,4 %, et cette baisse s'explique en grande partie par la réaffectation de capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires du secteur Autres aux quatre secteurs d'exploitation, afin de couvrir le risque de marché lié aux activités autres que de négociation. Le ratio d'efficacité a augmenté de 40 points de base pour se chiffrer à 64,9 % en 1999, ce qui reflète aussi en partie la charge au titre de la restructuration susmentionnée.

Le bénéfice net de 1999 de la Gestion de patrimoine a augmenté de 9 % par rapport à 1998, pour s'établir à 272 millions de dollars. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires a diminué de 530 points de base, s'établissant à 57,7 %, en raison de la réaffectation des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires mentionnée ci-dessus. Le ratio d'efficacité s'est établi à 79,8 %, soit une augmentation de 160 points de base.

Le bénéfice net du secteur Grande entreprise et marchés des capitaux a progressé de 36 % en 1999, pour s'établir à 301 millions de dollars. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'est fixé à 15,3 %, soit une amélioration de 80 points de base. Le ratio d'efficacité a augmenté de 320 points de base, pour correspondre à 65,6 %.

Le bénéfice net du Traitement des opérations a augmenté de 282 % en 1999, pour s'établir à 107 millions de dollars. Cette augmentation s'explique par la réduction de la provision pour pertes sur créances. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires a progressé de 5,0 %, pour s'établir à 27,7 %. Le ratio d'efficacité a augmenté de 370 points de base, pour se chiffrer à 69,5 %.

Revenu net d'intérêt

Le revenu net d'intérêt a augmenté de 1 % pour s'établir à 5,2 milliards de dollars en 1999, par rapport à 5,1 milliards en 1998. Cette augmentation est partiellement attribuable aux volumes plus élevés d'actifs productifs d'intérêt, qui ont été contrebalancés par un reclassement des produits dérivés sur actions.

Revenus autres que d'intérêt

Les revenus autres que d'intérêt ont progressé de 10 % en 1999, pour s'établir à 5,5 milliards de dollars. Cette hausse s'explique par des hausses des revenus enregistrés par tous les secteurs d'exploitation et par un gain à la vente de propriétés immobilières.

Frais autres que d'intérêt

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 10 % pour se chiffrer à 7,1 milliards de dollars. Cette hausse s'explique principalement par la hausse des charges liées aux ressources humaines et des charges non récurrentes, qui sont en grande partie liées à une charge au titre de la restructuration constatée en 1999. Le ratio d'efficacité s'est établi à 67,1 % en 1999, par rapport à 64,5 % en 1998.

Impôts et autres taxes

La charge d'impôts et les autres taxes de la Banque pour 1999 se sont élevées à 1,5 milliard de dollars, soit un taux d'imposition effectif total de 47,2 %. La charge d'impôts et les autres taxes pour 1998 se sont élevées à 1,7 milliard de dollars alors que le taux d'imposition effectif total s'établissait à 48,0 %.

Provision pour pertes sur créances

La provision pour pertes sur créances est passée de 575 millions de dollars en 1998 à 760 millions en 1999. Cette augmentation est liée en grande partie à une provision générale attribuée et à une provision non attribuée plus importantes de 230 millions de dollars en 1999, par rapport à 100 millions en 1998.

Le total de la provision cumulative pour pertes sur prêts s'est établi à 1,9 milliard de dollars ou 1,2 % du total des prêts, contre 1,3 % en 1998.

États financiers consolidés

Responsabilité de la direction dans la préparation des états financiers

Les présents états financiers consolidés de la Banque Royale du Canada ont été préparés par la direction, qui est responsable de l'intégrité et de la fidélité de l'information présentée, y compris plusieurs montants qui doivent nécessairement être fondés sur le jugement et des estimations. Ces états financiers consolidés ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus aux États-Unis. L'information financière contenue dans ce rapport annuel est en accord avec ces états financiers consolidés. La direction a également préparé les états financiers consolidés de la Banque Royale du Canada selon les principes comptables généralement reconnus au Canada, y compris les exigences comptables prescrites par le Surintendant des institutions financières Canada, et ces états financiers consolidés ont aussi été fournis aux actionnaires.

Afin de s'acquitter de sa responsabilité à l'égard de l'intégrité et de la fidélité des états financiers consolidés et des systèmes comptables qui les produisent, la direction maintient les systèmes de contrôles internes requis et conçus pour s'assurer que toutes les opérations sont dûment autorisées, que l'actif de la Banque est bien sauvegardé et que des registres adéquats sont tenus. Les contrôles en place comprennent les normes de qualité à l'égard de l'embauche et de la formation du personnel, les politiques et les manuels de procédures, le code de déontologie de la Banque et la responsabilisation des employés quant à leur rendement selon des sphères de responsabilité appropriées et bien définies.

Les systèmes de contrôles internes sont de plus renforcés par une fonction de conformité à la réglementation qui assure que la Banque et ses employés se conforment à la législation sur les valeurs mobilières et aux règles portant sur les conflits d'intérêts, et par une équipe de vérificateurs internes qui effectue une revue périodique de tous les secteurs d'activité de la Banque.

Le Conseil d'administration voit à ce que la direction assume sa responsabilité en matière d'information financière par l'entremise d'un Comité de vérification composé uniquement d'administrateurs n'appartenant ni à la direction ni au personnel de la Banque. Ce comité revoit les états financiers

consolidés de la Banque et recommande au Conseil de les approuver. Le Comité de vérification assume d'autres responsabilités importantes, étant notamment chargé de revoir les procédés de contrôles internes actuels de la Banque ainsi que les révisions prévues de ces procédés, et de conseiller les administrateurs en matière de vérification et de présentation de l'information financière. Le responsable de la conformité à la réglementation et le vérificateur interne en chef de la Banque peuvent consulter librement et en tout temps le Comité de vérification.

Au moins une fois l'an, le Surintendant des institutions financières Canada effectue les examens et enquêtes concernant les opérations de la Banque qu'il juge nécessaires pour s'assurer, d'une part, que la Banque respecte fidèlement les dispositions de la *Loi sur les banques* concernant la protection des déposants et des actionnaires et, d'autre part, que la situation financière de la Banque est saine.

Les vérificateurs indépendants Deloitte & Touche, s.r.l. et PricewaterhouseCoopers s.r.l., nommés par les actionnaires sur recommandation du Comité de vérification, ont effectué une vérification indépendante des états financiers consolidés de la Banque et ont présenté le rapport qui suit. Les vérificateurs peuvent en tout temps s'entretenir avec le Comité de vérification de tous les aspects de leur mandat de vérification et de tous les points soulevés dans le cadre de leur travail.

John E. Cleghorn
Président du Conseil et chef de la direction

Peter W. Currie
Membre du Directoire et chef des finances

Toronto, le 21 novembre 2000

Rapport des vérificateurs

Aux actionnaires de la Banque Royale du Canada

Nous avons vérifié le bilan consolidé de la Banque Royale du Canada aux 31 octobre 2000 et 1999 et les états consolidés des résultats, de la variation des capitaux propres et des flux de trésorerie de chacun des exercices compris dans la période de trois ans terminée le 31 octobre 2000. La responsabilité de ces états financiers consolidés incombe à la direction de la Banque. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers consolidés en nous fondant sur nos vérifications.

Nos vérifications ont été effectuées conformément aux normes de vérification généralement reconnues au Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers consolidés. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

À notre avis, ces états financiers consolidés donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Banque aux 31 octobre 2000 et 1999 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour chacun des exercices compris dans la période de trois ans terminée le 31 octobre 2000 selon les principes comptables généralement reconnus aux États-Unis.

Également, le 21 novembre 2000, nous avons présenté aux actionnaires de la Banque un rapport des vérificateurs sans restriction par suite de notre vérification, conformément aux normes de vérification généralement reconnues au Canada, des états financiers consolidés des 31 octobre 2000 et 1999 dressés selon les principes comptables généralement reconnus au Canada, y compris les exigences comptables prescrites par le Surintendant des institutions financières Canada.

Deloitte & Touche, s.r.l.
PricewaterhouseCoopers s.r.l.
Comptables agréés

Toronto, le 21 novembre 2000